

# REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

## EDITORIAL

Après des mois d'apparent consensus social sous l'égide de la gauche au gouvernement, voilà que syndicats et partis politiques se mettent à "mobiliser". Voilà qu'on offre, comme sur un plateau, au mécontentement qui s'accumule dans la classe ouvrière, l'occasion de se défouler dans des journées d'actions à répétition, comme on n'en avait pas vu depuis le temps du gouvernement Juppé. Mieux, ces derniers temps, les médias bourgeois, semblant redécouvrir l'existence de la lutte de classe, rapportent des informations sur les grèves, soulignent leur nombre et rendent compte des raisons de la colère : licenciements, salaires, conditions de travail et notamment la flexibilité accrue et les pertes de salaire imposées par l'application des fameuses 35 heures. Les syndicats lancent des préavis de grève un peu partout et déjà depuis la mi-novembre les grèves dans les réseaux urbains des grandes villes comme Lyon et Marseille, dans l'audiovisuel, mais aussi dans l'automobile comme à Renault ou Smart, ont largement fait parler d'elles. D'autres préavis de grève sont d'ores et déjà déposés par les syndicats à la SNCF, à France Telecom et ailleurs. A cela s'ajoute un chapelet de journées d'actions corporatistes : le 24 les grands magasins, une autre le même jour pour les cadres, le 30 les banques, etc.

Cette situation reflète bien sûr une authentique colère qui s'accumule dans les rangs ouvriers, et ce dans tous les secteurs. Et il y a de quoi. Mais si les syndicats sont aujourd'hui beaucoup plus prompts qu'il y a quelques mois pour lancer des appels à la grève, il ne faut pas se faire d'illusion, c'est uniquement pour défouler le mécontentement des ouvriers, en le canalisant dans des actions saucissonnées et cloisonnées qui ne peuvent que rester stériles et impuissantes à faire reculer la bourgeoisie et son Etat. Ils sont d'autant plus à l'aise pour le faire que, malgré la profondeur du mécontentement, la classe ouvrière a pour le moment les plus grandes difficultés à se battre avec une vision claire en termes de perspectives, de moyens de lutte et, surtout, d'identification de ses ennemis. Et tant que la classe ouvrière ne parviendra pas à remettre en cause ce cloisonnement corporatiste et à mettre en avant des objectifs de classe clairs et unificateurs contre le saucissonnage orchestré par les syndicats, ceux-ci seront tranquilles : la combativité ouvrière ne risquera pas de les déborder. C'est ainsi que, dans les transports par exemple, on voit les porte-parole syndicaux mettre en avant une question comme celle de la sécurité (problème certes réel, mais qui sert surtout à cacher les questions de fonds en désignant les voyous plutôt que les exploités comme ennemi principal), de préférence à des revendications de classe explicites mettant en cause l'Etat-patron : la baisse des effectifs, les salaires ou les horaires.

Quant à la "gauche de la gauche", les Hue, Laguiller et Krivine, après s'être gargarisés du succès de leur procession du 16 octobre, ils ont décidé de remettre cela le 11 décembre prochain. Et encore

(SUITE PAGE 3)

## Massacres en Tchétchénie et rivalités impérialistes dans le Caucase

Après les massacres au Kosovo, les bombardements sanglants de l'OTAN sur la Serbie, les tueries au Timor-Oriental, c'est la Tchétchénie qui se retrouve une seconde fois à feu et à sang. Ainsi, l'année 1999 aura été marquée par une accélération de la barbarie guerrière dans les relations internationales. Au moment où la bourgeoisie célèbre, dix ans après, la chute du Mur de Berlin, on est loin du triomphalisme de l'époque. Depuis lors, la réalité n'a cessé de démontrer que la fin des blocs ne signifiait nullement la fin des guerres et que le nouvel ordre mondial promis à l'humanité par le président américain Bush n'était qu'un mensonge. Aujourd'hui, toute la planète se retrouve militarisée et surarmée jusqu'aux dents, en proie en permanence à une cinquantaine de conflits meurtriers simultanés dans lesquels tous les impérialismes, grands ou petits, imposent la terreur et la barbarie de leurs règlements de compte à des populations entières de

plus en plus menacées par l'extermination ou l'exode massif.

### Le cynisme des grandes puissances

Depuis le 1er octobre, la nouvelle guerre en Tchétchénie perpétrée par l'armée russe s'annonce pire que la première intervention en Tchétchénie entre 1994 et 1996 qui s'était soldée par plus de 100 000 morts. Les frontières étant fermées, les populations civiles, à l'intérieur de ce territoire isolé et encerclé, sont massacrées aveuglément à coups de missiles, de bombes à fragmentation ou, comme le déclarait dans *Le Monde* du 18 novembre l'ex-conseiller du président Carter, Brzezinski, de bombes de type "fuel-air" qui répandent des émanations inflammables dont l'explosion généralisée sème la mort partout. Au début de cette nouvelle intervention, la Russie justifiait cette tuerie en prétendant anéantir les foyers

de rébellion sous couvert de lutte contre "le terrorisme tchétchène". Aujourd'hui, derrière une union sacrée de sa bourgeoisie qui va des héritiers stalinien comme Ziouganov jusqu'aux champions de la "cause démocratique", tels le maire de Moscou, Loujkov, la Russie proclame ouvertement que son but est de reconquérir et de ramener la Tchétchénie dans son giron.

La bourgeoisie occidentale prétend s'émouvoir aujourd'hui du sort des populations locales et a entendu se dédouaner en faisant des critiques et des remontrances à la Russie au récent sommet de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) à Istanbul. L'envoi (d'ailleurs accepté sans difficulté par le Kremlin) de quelques observateurs de l'OSCE en Tchétchénie sous prétexte humanitaire ne change rien à l'affaire. Ce sommet aura été celui de l'hypocrisie. Le gouvernement moscovite aura réussi la prouesse de signer un traité sur la réduction de 10%

des armes non nucléaires et une charte de sécurité pour le XXI<sup>e</sup> siècle promettant une désescalade militaire générale, tout en obtenant que le sommet ferme les yeux sur l'intensification de ses bombardements en Tchétchénie. Et surtout, comme au Timor, les feintes réprobations de la communauté bourgeoise commencent après deux mois de massacres. Pourquoi ? Là, contrairement au Kosovo, il n'a jamais été question du "droit d'ingérence" ni d'une intervention humanitaire, alors qu'Eltsine et son premier ministre Poutine utilisent à l'évidence les mêmes méthodes qu'un Milosevic. La Russie a totalement bénéficié de l'entière complicité des grandes puissances occidentales qui ont laissé cyniquement et froidement assassiner les populations sans lever le petit doigt dans une tuerie pendant longtemps sans images. Ce n'est qu'une preuve de plus que les arguments humanitaires ne sont jamais que des pré-

(SUITE PAGE 4)

## "AFFAIRES", DEMISSION DE DSK, ...

### Le mensonge de "l'Etat propre"

"Comme ministre, [...] comme citoyen, [...] comme homme, en ce moment douloureux, je veux dire aussi à mon épouse, à ma famille et à mes amis à quel point leur soutien m'est précieux", déclarait Dominique Strauss-Kahn en annonçant sa démission du ministère de l'économie et des finances. Et tous les socialistes et représentants de la bourgeoisie internationale de sortir leur mouchoir et jurer leur "amitié fidèle" ou déplorer le "départ d'un penseur", immolé sur l'autel de la "présomption de culpabilité". Ce n'est pourtant pas le principal message que les représentants de la bourgeoisie voulaient faire passer, mais celui de l'existence d'une justice bourgeoise implacable, face à laquelle personne n'est à l'abri. Le scandale impliquant un ministre de premier plan mondialement connu, DSK, convaincu d'avoir empoché 600 000 francs grâce à la générosité de la MNEF (1) au titre d'avocat "d'affaires" (ça ne s'invente pas), vient alimenter cette mystification démocratique. Les procès à retentissements des Papon, Pinochet ou récemment Egon Krenz (2) ont eux-aussi pour fonction essentielle de faire croire qu'il n'existe pas "d'intouchable", et que, à tout moment, quelles que soient les circonstances, quelle que soit sa condi-

tion, on finit toujours par ne pas échapper à la sanction. C'est également le sens de l'instauration du Tribunal Pénal International de La Haye créé pour faire respecter le droit des vainqueurs, mais aussi des incessants recours au Conseil d'Etat ou à la cour européenne des droits de l'homme, etc. C'est enfin tous ces faits divers, le plus souvent sordides ou dérisoires, qui meublent le vide sidéral de la presse et des journaux télévisés à longueur d'éditions et servent en outre d'écran de fumée aux problèmes de la classe ouvrière.

Que des hommes politiques, en bons représentants de la bourgeoisie, aient l'habitude de piquer dans la caisse et d'ajouter aux privilèges officiels de leur position sociale et du pouvoir tous les avantages collatéraux possibles sous forme d'emplois fictifs, de pots-de-vin, de trafics d'influence et autres délits d'initiés, ne constitue pas franchement une surprise. C'est là l'expression des mœurs de pourris d'une bourgeoisie de plus en plus touchée par la décomposition de son propre système social. A l'exact opposé des contes pour enfants que la bourgeoisie tente de nous faire gober sur une évolution vers plus de transparence, d'une société qui voudrait en finir avec la corruption et les

trafics en tout genre, nous redisons avec Trotsky que "la gangrène du capitalisme entraîne celle de la société moderne, droit et morale compris" (3). Cette gangrène, outre qu'elle se manifeste par une augmentation des pratiques mafieuses, se caractérise surtout par la façon dont les différentes fractions de la bourgeoisie n'hésitent plus à régler leurs comptes à coups de scandales et de casseroles qu'ils s'attachent les uns aux autres. Ce fut le cas pour les frasques sexuelles de Clinton, cela l'est

aussi pour les affaires Tibéri et MNEF, où entre clans de droite et de gauche, et au sein de ces mêmes clans, on se tire dans les pattes à qui mieux mieux.

Mais la bourgeoisie arrive à utiliser la décomposition même de son propre système pour polluer la conscience de la classe ouvrière. Non seulement toutes ces affaires et leur médiatisation servent à alimenter la farce d'une justice possible dans le capitalisme, mais elles servent aussi à entretenir dans la

(SUITE PAGE 3)

### Dans ce numéro

|                                                                                                                                    |      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|
| Aux Antilles aussi, les ouvriers combattent l'austérité de gauche .....                                                            | p. 2 |
| Le PCF défend le gouvernement, LO défend le PCF .....                                                                              | p. 2 |
| La protection sociale : cible des attaques capitalistes .....                                                                      | p. 3 |
| <b>Sommet de l'OMC :</b><br>un épisode d'une guerre commerciale sans merci .....                                                   | p. 4 |
| <b>Défense de la Gauche communiste :</b><br>La gauche germano-hollandaise n'a rien à voir<br>avec un "socialisme libertaire" ..... | p. 5 |
| <b>Vie de l'organisation :</b><br><b>Réunions publiques :</b> La venue de LO à une RP du CCI .....                                 | p. 6 |
| <b>Courrier :</b> A propos du double langage de LO .....                                                                           | p. 6 |
| <b>Marxisme et religion</b> .....                                                                                                  | p. 8 |

# Aux Antilles aussi, les ouvriers combattent l'austérité de gauche

Ce n'est qu'au moment du dernier voyage de Jospin aux Antilles que les médias ont daigné rendre compte, à leur façon, de l'agitation sociale qui se déroule dans ces DOM. Ces mouvements de la classe ouvrière, qui durent depuis plus de quatre mois, ont fait l'objet pour cette occasion d'une couverture médiatique mensongère.

## Le sale boulot des médias

Les médias se sont d'abord empressés de calomnier les prolétaires en lutte, par un ignoble battage dans la presse et sur les écrans des télévisions. Tout un discours écoeurant a en effet accompagné une campagne de culpabilisation des ouvriers aux Antilles, en les présentant comme des "nantis" ou en affirmant par exemple que dans les petites îles anglophones le "niveau de vie est plus bas" que dans celui des DOM. Pourquoi donc se plaindre, puisque ces mêmes DOM font figure d'Eldorado vivant "aux crochets" de la société fran-

çaise ? Pour bien enfoncer le clou, les médias ont également insisté sur le fait que les prestations de la sécurité sociale et les allocations Assedic avaient augmenté de façon sensible (par exemple de 22,8 % en Martinique par rapport à l'année précédente) (1) ! La presse s'est également délectée à dénigrer les fonctionnaires locaux, à soulever une "question qui fâche" avec "la surrémunération des fonctionnaires, payés ici 40 % de plus qu'en métropole" (2). Bref, une manière hypocrite de les dénoncer et de les présenter aux yeux des ouvriers du territoire français comme des profiteurs et des parasites, en omettant évidemment de mentionner que le coût de la vie y est de 40% plus élevé.

Ce n'est pas tout ! Face à une expression de combativité ouvrière particulièrement forte, la bourgeoisie et ses médias aux ordres n'ont cessé de reléguer les grèves et manifestations au second plan, et de monter par contre en épingle les émeutes violentes et sté-

les, expression du désespoir de toute une frange de la population, en particulier des jeunes (3). La médiatisation de ces émeutes, et avec elles de l'agitation des indépendantistes qui les ont excitées en alimentant un violent racisme anti-blanc, était destinée à isoler d'autant plus les prolétaires des Antilles. Cela permettait en même temps à la propagande bourgeoise de présenter les nombreuses grèves et conflits sociaux comme relevant à leur tour d'un particularisme exotique "anti-métropolitain", alors qu'il s'agit de luttes ouvrières où les raisons de la colère et les revendications sont les mêmes qu'ici.

Ces grèves sont une riposte à la dégradation générale des conditions de vie. De 1997 à 1998, le chômage s'est accru de 5,3 % en Guadeloupe et de 11,3 % en Martinique. Officiellement (donc largement sous-estimé), le taux de chômage avoisine les 30% de la population active. Le nombre de RMistes est en augmentation et représente environ 11% de la population âgée de plus de 25 ans (1). Avec la crise, les prolétaires des différents secteurs, y compris celui du tourisme, sont touchés de plein fouet. Dans l'agriculture, peu diversifiée et lourdement frappée par la surproduction, les salariés connaissent une situation catastrophique aggravée par la guerre commerciale ("guerre de la ba-

nane" avec les Etats-Unis, etc.). Et la misère grandissante transforme les quartiers ouvriers en véritables bidonvilles !

## Les syndicats, comme en métropole, sabotent la riposte ouvrière

Les conflits à répétition de la Martinique et de la Guadeloupe ne sont donc pas l'émanation d'une spécificité locale ou marginale, mais l'expression du développement de la combativité ouvrière qui se manifeste aussi en métropole comme dans tous les pays développés. Et, là-bas comme ici, les syndicats n'ont cessé de saboter la lutte, de diviser les ouvriers et de les isoler les uns des autres, avec pour couronnement l'opération "île-morte", version tropicale des "opérations ville-mortes" dont les syndicats sont coutumiers ici, et qui noient les prolétaires dans une masse interclassiste et sur un terrain de "défense régionaliste" où le bourgeois et le prolétaire auraient les mêmes intérêts. En Martinique, les ouvriers de Toyota se sont épuisés depuis fin avril dans une longue grève pour les salaires, isolée par les syndicats. Dans le secteur public, notamment dans les transports, les grèves et les manifestations ont été aussi largement encadrées par ces der-

niers pour mieux les cloisonner, comme ils le font ici.

Partout, les ripostes ouvrières sont une nécessité. Partout elles sont confrontées aux pièges idéologiques et obstacles de la bourgeoisie. Partout, une seule classe ouvrière, un seul combat ! Les prolétaires n'ont pas de patrie !

W (12 novembre)

(1) *Le Monde* du 2 novembre 1999.

(2) *Libération* du 30 octobre 1999.

(3) Sur cette question des émeutes, voir notre *Revue internationale* n°63.

## EDITORIAL

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

une fois, on essaie de nous faire prendre cette opération Hue-bis, pour un moyen de "mobiliser" et de "rassembler" le mécontentement ouvrier dans un combat plus large contre les attaques capitalistes, le chômage, les licenciements ou les accords de réduction du temps de travail. La vérité est que le deuxième épisode a le même but et aura le même résultat que le premier. D'une part, il s'agit de requinquer un peu l'image du PCF, afin d'entretenir le mythe que ce parti, depuis longtemps dévoué à la défense du capital national et aujourd'hui totalement corresponsable de la politique anti-ouvrière du gouvernement Jospin-Aubry, serait un "parti des ouvriers", un "parti de luttes" ! Deuxièmement et surtout, dévoyer le mécontentement vers un objectif qui ne peut que désarmer les prolétaires et les faire se tromper d'ennemis : celui de "faire pression" sur l'Etat, pour qu'il se transforme en gouvernement favorable aux ouvriers, pour qu'il les soutienne contre les patrons et qu'il prenne des mesures anticapitalistes (!). Le PCF prétend "aider" le gouvernement à le faire, les trotskistes prétendent l'y "contraindre". En vérité, l'un et l'autre lui apportent, ce faisant, un soutien sans faille, car ils donnent une caution radicale au mensonge comme quoi l'Etat bourgeois, sous prétexte qu'il est gouverné par la gauche, pourrait être un Etat au dessus des classes, garant d'une "justice sociale" contre les "abus du capitalisme". Ce n'est pas étonnant si le seul résultat tangible et immédiat de leur démonstration du 16 octobre a été l'adoption le lendemain par les députés de la deuxième mouture de la loi Aubry, tout aussi anti-ouvrière que la première ! Tandis que le PCF paraît en clamant que ce serait "grâce à la mobilisation populaire" que la loi était devenue "votable". Bref on a fait manifester les ouvriers pour leur faire passer pour une victoire l'adoption d'une loi directement dirigée contre eux et leurs conditions d'existence !

Oui, la classe ouvrière doit se battre, il n'y a pas d'autre voie. Mais elle ne doit pas prendre un ennemi (l'Etat et son gouvernement de gauche) pour son dé-

fenseur. Car aussi bien les grèves syndicales, enfermées et cloisonnées par secteur, contre tel ou tel patron, que les grands-messes du PCF et des trotskistes qui réclament du gouvernement des lois contre les abus des mêmes patrons, ont ceci de commun qu'elles servent à empêcher la classe ouvrière de développer un combat unitaire de classe contre le capital. Et le premier représentant des intérêts du capital, prêt à tout pour les défendre bec et ongles, ce n'est pas, comme on veut nous le faire croire, la ridicule marionnette Seillière (porte-flambeau démagogique de quelques PME dont les déclarations caricaturales font de lui une "tête à claques" idéale), mais d'abord l'Etat bourgeois. C'est bien lui le garant de la défense du capital national, le premier initiateur et orchestrateur des licenciements, de la flexibilité et du gel des salaires, non seulement dans les secteurs dits de "service public", mais aussi bien dans les grands secteurs industriels "privés" ou semi-privés, qu'il s'agisse de Michelin, de Renault, de Matra ou d'Elf. Pour la bonne raison qu'il est, en tant qu'Etat bourgeois, l'émanation même de la classe capitaliste.

Face à l'aggravation de la crise capitaliste, la bourgeoisie n'a pas d'autre choix que d'attaquer toujours plus la classe ouvrière. Quels que soient leur discours, tous les gouvernements, de droite comme de gauche, ont pour fonction de mettre en oeuvre ces attaques. La classe ouvrière, quant à elle, n'a pas d'autre choix, pour défendre ses conditions de vie contre toutes les attaques, qu'elles émanent du patronat ou de l'Etat, que de développer ses luttes. C'est justement dans la lutte qu'elle sera amenée à se confronter aux pièges de tous ses "faux amis" que sont les syndicats ou la "gauche et de la gauche" et finalement à les démasquer. Ce n'est qu'à cette condition qu'elle sera en mesure de développer un réel rapport de force, en sachant qu'il ne s'agit pas seulement de contraindre le capitalisme à reculer, car le capital ne recule jamais que pour attaquer à nouveau, mais qu'il s'agit, à terme, de se préparer à son renversement révolutionnaire.

PE (20 novembre)

## Le PCF défend le gouvernement et "Lutte Ouvrière" défend le PCF

"Je tiens à vous féliciter du succès de la manifestation dont vous avez pris l'initiative le 12 septembre lors de la fête de l'Humanité(...) Je suis heureuse que l'organisation que je représente ait pu contribuer dans la mesure de ses forces à son succès(...) L'objectif de cette lettre est de vous féliciter, je l'ai déjà dit". (Lettre d'A. Laguiller à R. Hue, publiée dans *Lutte Ouvrière* du 22 octobre). Le défilé du 16 octobre avait déjà pleinement satisfait le PCF en même temps que son complice, le PS (qui a tenu aussi à saluer le "pari tenu de R. Hue"). Il ne manquait plus que les congratulations des petits appendices trotskistes, tout fiers à leur tour, d'avoir contribué à une manœuvre de dévoilement de la colère ouvrière, à un défilé non seulement stérile, mais qui ne pouvait servir qu'à consolider la position du gouvernement de gauche et son image pseudo-sociale.

Au-delà du lèche-bottes de LO au PCF, il ne peut exister d'aveu plus clair du vrai fonds de la politique trotskiste. Quand, durant les préparatifs du 16 octobre, LO se défendait de cautionner une manœuvre de soutien au gouvernement et clamait partout qu'elle entendait bien défilé et faire défilé aussi CONTRE le gouvernement Jospin-Aubry, c'était bel et bien de la poudre aux yeux. La preuve, c'est qu'une fois la manœuvre consommée, il n'est plus du tout question de "lutte contre le gouvernement" dans les objectifs que LO prétend assigner à la suite des opérations mais encore et toujours du seul patronat. C'est ce que montre cet autre passage, où, pour inciter le PCF à réitérer l'expérience, Laguiller cite sa précédente lettre (c'est une correspondance

suivie !) : "Nous savons tous qu'une manifestation d'un jour, dont le patronat sait qu'elle n'aura pas de suite, n'est pas de nature à l'impressionner" et encore "un plan de mobilisation de l'ensemble du monde du travail (...) conforterait la conviction qu'ensemble les travailleurs ont la force de faire reculer le patronat". Quant au gouvernement, il ne s'agit visiblement pour LO ni de "l'impressionner" ni de le "faire reculer". A la place, on n'a qu'une variante radicale de la rengaine répétée par toute la gauche depuis deux ans et selon laquelle il y aurait un prétendu conflit d'intérêts entre le gouvernement Jospin-Aubry et les patrons, une pseudo-opposition dans laquelle les prolétaires sont évidemment invités à aider le prétendu "projet social" du gouvernement à avoir le dessus. Dans la bouche de LO, cela donne la tirade suivante, toujours adressée à R. Hue : "La presse tente de nous présenter comme ayant des objectifs opposés. Vous dites que le gouvernement doit tenir plus compte des intérêts populaires et je dis qu'il faut contraindre Jospin à le faire. Votre politique est de participer à ce gouvernement pour le changer de l'intérieur, ce que je crois impossible, tandis que je pense qu'il ne changera que sur une pression extérieure du monde du travail. Mais malgré ces divergences, nous devrions pouvoir envisager des actions communes."

Arlette a raison, les objectifs de LO et du PCF ne sont nullement opposés. L'un et l'autre prétendent faire en sorte que le gouvernement se change en institution favorable aux ouvriers plutôt qu'en institution du capital. Autrement dit, l'un comme l'autre ne croit pas

impossible qu'on puisse changer une carpe en lapin et la forcer à se comporter comme un rongeur à grandes oreilles. Disons surtout qu'ils sont tous les deux décidés à le faire croire aux prolétaires. Ils se disputent seulement sur la meilleure façon de s'y prendre, du dehors ou du dedans, l'essentiel étant d'entretenir l'illusion que l'Etat bourgeois et son gouvernement, avec un coup de pouce, pourraient, comme dit encore l'éditorial de Laguiller du 19 novembre "réguler les mesures patronales en faveur des travailleurs" (!).

Et pour prouver que sa méthode est la meilleure, LO compte les points : "Lutte Ouvrière représentait près de 10 % des manifestants tandis que le gros de ces derniers était des militants du PCF (...). Par contre, sur le plan électoral, LO a représenté entre la moitié et les deux-tiers des voix du PCF". Certifiant que "LO n'est pas l'adversaire du PC" (on s'en était rendu compte) elle lui adresse du coup quelques bons conseils : "Si le PCF tenait un langage plus offensif, plus radical et plus clair, il retrouverait ses scores électoraux du passé et ne serait pas contraint de se limiter à être la béquille populaire du gouvernement socialiste Jospin-Aubry." Non seulement donc, LO revendique d'avoir un discours plus crédible que celui du PCF pour vendre la même camelote frelatée que lui, mais en plus, elle "prouve" qu'elle réussit mieux que lui à rabattre les prolétaires sur le terrain électoral. Si la bourgeoisie n'avait pas LO, elle devrait l'inventer.

S (20 novembre)

Lisez notre brochure :

Courant Communiste International

*les  
syndicats  
contre  
la classe  
ouvrière*

# La protection sociale, cible des attaques capitalistes

Il y a quelque chose dont les ouvriers peuvent être sûrs, s'ils ne réagissent pas, c'est qu'ils auront en permanence droit à des attaques sur ce qu'on appelle le salaire social et, plus particulièrement, la Sécurité sociale. Mois après mois, gouvernement de gauche après gouvernement de droite, en France ou ailleurs, la bourgeoisie n'a de cesse d'appliquer ce qui se cache derrière le titre neutre de "maîtrise des dépenses de santé".

## Les attaques incessantes de la bourgeoisie sur la Sécurité sociale

Depuis les années 70, mais surtout depuis la fin des années 80, les plans de

redressement des comptes de la Sécu sont devenus un des axes principaux des attaques des gouvernements bourgeois contre la classe ouvrière.

Tous les arguments ont été bons et pour cela, comme toujours, on a eu recours à toutes sortes de spécialistes en tous genres. Les uns mettaient en avant "la surcapacité hospitalière" de la France, provoquant la constante fermeture de lits et d'hôpitaux depuis 1989. Les autres montraient du doigt la "surmédicalisation" du Français moyen, qui aurait été un adepte à tout va du psychotrope et du somnifère en lien avec la tendance des médecins à surordonner. On aurait pu croire que "les Français" étaient malades parce qu'ils se soignaient trop... Le tout étant

responsable du fameux "trou" de la Sécu. Résultat : une baisse constante du taux de remboursement des médicaments, un nombre croissant de ces médicaments étant cyniquement considérés comme des "médicaments de confort" ou carrément déclarés "inutiles" aujourd'hui. Dans ce sens, il faut demander à des familles ouvrières, qui ont souvent des personnes âgées à leur charge, ou à des personnes handicapées ou en longue maladie, souvent après des années de dur travail et de cotisations, ce qu'elles pensent quand on leur assène la décision : "*non remboursable, médicament de confort*" ou "*dépense ne rentrant pas dans le cadre de votre maladie*". Pour justifier les mesures, certains spécialistes mettaient en avant la différence entre la France et les pays voisins, "*où les gens seraient mieux portants et moins dépensiers pour leur santé*" quant en fait, dans tous les pays d'Europe, la bourgeoisie a pris des mesures pour cette fameuse "*maîtrise*". Le premier modèle fut la Grande-Bretagne de Thatcher en 1980 et sa réforme "libérale" des hôpitaux qui a démolitout ce que la Grande-Bretagne d'après-guerre avait de "médecine sociale". Ce sont ensuite les Pays-Bas, l'Allemagne, etc., jusqu'au "*medicamentazo*" de l'Etat espagnol, qui ont décidé une baisse brutale des médicaments remboursés. Pour ne pas parler des Etats-Unis, où même l'hypocrite proposition de Clinton pour une "*assurance maladie universelle*", une espèce de rustine pourrie dans un océan de pauvreté, a été rejetée. Partout, depuis dix ans, l'en-

treprise de démantèlement des "*avantages sociaux*" de la santé n'a pas cessé.

En France, il y a eu les années "catastrophiques" entre 1993 et 1996 en ce qui concerne le "trou" de la Sécurité sociale. La seule raison de ce trou, ici comme ailleurs, c'est ni plus ni moins que l'aggravation du chômage, l'augmentation du travail précaire, la paupérisation de la société qui sont les conséquences de l'enfoncement irréversible dans la crise mondiale du capitalisme. Plus de précarité dans le travail, moins de cotisations et plus de maladies. Ce n'est pas le "trou" de la Sécu qui pose problème, mais le trou noir dans lequel s'enfoncent de plus en plus cette société sans avenir. Depuis lors, on n'arrête pas d'avoir droit à des baisses dans les remboursements des remèdes "*en fonction du service médical rendu*", disent-ils, à la fermeture des hôpitaux dans la nouvelle "*carte hospitalière*", une "*re-conversion et mise en réseaux*" qui "*ne peut qu'améliorer les soins*" et, comble des comble, qui sera faite pour "*réduire les inégalités*" ! En plus de ce langage de gauche, et pour faire passer la pilule, on jette en pâture ces médecins irresponsables qui dépassent le quota de la régulation qui leur a été imposée. Les ouvriers ne doivent pas se tromper. Derrière la mise au pas, par des multiples contrôles, de cette catégorie de "nantis" que sont d'ailleurs de moins en moins les médecins, il s'agit de rogner de plus en plus sur les soins et la santé de tout un chacun.

## C'est quoi, défendre la Sécurité sociale ?

Pendant toutes ces années où les différents gouvernements portaient des attaques contre la protection sociale des prolétaires, les syndicats n'ont pas arrêté de se gargariser sur la "*défense de la Sécu*". Le fameux "mouvement" de 1995 a été une manœuvre montée par l'Etat dans son ensemble (cf. notre brochure sur décembre 1995), avec son gouvernement et ses syndicats, pour revaloriser ceux-ci et faire passer le plan Juppé concernant la Sécurité sociale et les retraites, point d'orgue de ses attaques. Les syndicats ont focalisé l'attention sur la gestion "paritaire" de la Sécu, une soi-disant conquête des salariés. Pendant ce temps, le fameux plan est passé, a été repris et renforcé par le gouvernement de gauche sur pratiquement tous ses aspects. Face aux nouvelles attaques qui sont en train de se mettre en place (suppression d'hôpitaux, réduction du nombre de lits, restriction des arrêts maladie, instauration de la carte Vitale pour un contrôle serré des dépenses des assurés, sous couvert de modernité et d'amélioration du service), le gouvernement a monté un autre numéro avec les partenaires sociaux. La ministre Aubry n'a pas l'eu de meilleure idée que de menacer de puiser dans le budget de la Sécu, qui, comme celui de l'UNEDIC, est pour une fois excédentaire, pour financer les 35 heures, soulevant un véritable tollé. Les dits "partenaires sociaux", syndicats et patronat crient à la provocation. Aubry fait marche arrière. Un tel numéro a permis de faire croire que la mobilisation syndicale sur le thème de la défense de la Sécurité sociale et du "paritarisme" était payante et qu'elle avait fait reculer le gouvernement. Mais cette mise en scène donnant du grain à moudre aux syndicats a aussi servi à masquer les attaques réelles du gouvernement contre la protection sociale des ouvriers. Plus ces attaques sont massives et frontales, plus les ouvriers doivent payer cher pour leur santé, plus les syndicats clament haut et fort qu'il faut défendre la Sécu et son "indépendance". Autre manoeuvre allant dans le même sens, le gouvernement a fait un cadeau à la CNAM (la Caisse Nationale associant syndicats et mutuelles qui gèrent la Sécu) : elle s'occupera de la "médecine de ville", sauvegardant ainsi ce mythe de la cogestion, tandis que le gouvernement poursuit la prise en charge de la "carte hospitalière", autrement dit, de la fermeture de lits et d'hôpitaux "peu rentables".

Les prolétaires doivent savoir que lorsque les syndicats parlent de "*défense de la Sécurité sociale*" il s'agit de la défense de leur bout de gras dans la gestion de l'Etat. Pendant ce temps, leur "protection sociale" n'ira qu'en se dégradant... s'ils ne commencent pas à s'organiser eux-mêmes pour mettre un terme à une dégringolade qui ne paraît pas avoir de fin.

Pto

## MARXISME ET RELIGION

(SUITE DE LA PAGE 8)

sie contre le marxisme...". Cela signifie que les sectes occultistes et leurs idées (peu importe qu'elles se prétendent religieuses ou pas) non seulement mystifient et servent de justification à la société de classe mais elles représentent une arme bien réelle de la bourgeoisie. Leur nature de classe anti-ouvrière n'est pas surprenante dans la mesure où les origines de tant de sectes remontent à la franc-maçonnerie de la bourgeoisie du 19e siècle.

De plus, la nature d'une secte occultiste est en complète contradiction d'avec celle d'une organisation communiste révolutionnaire. Là où une minorité marxiste a le plus grand souci d'intervenir au sein de la classe ouvrière dans le but de généraliser au maximum la conscience de classe, la secte occultiste se base sur des vérités secrètes que, soi-disant, seule une élite initiée peut comprendre.

Les considérations précédentes présentent des aspects importants de la compréhension marxiste de la religion et de sa base sociale. Elles sont l'héritage commun des groupes de la Gauche communiste. A chaque fois que la question de la religion est soulevée, elle ne peut l'être qu'à partir de ce cadre. Dans

la Revue Internationale n°94, par exemple, nous citons *Programme Communiste* disant du parti qu'il n'y a pas "*la place dans le fonctionnement et la vie interne pour l'idéalisme, le mysticisme, le culte des chefs et des autorités supérieures, comme c'est le cas dans les partis qui sont sur le point de dégénérer et de passer à la contre-révolution*". Ou encore lorsque la *Communist Workers Organisation* écrit à propos du fondamentalisme islamique (*Revolutionary Perspectives* n°22) que "*les Chrétiens, les Hindous et les Islamistes fondamentalistes tirent profit de la pauvreté, de l'insécurité et de la fragmentation sociale que la crise capitaliste a engendrées*". Quelles que soient les références passées à la Gauche communiste, l'héritage du mouvement ouvrier sur la question de la religion est repris par les organisations révolutionnaires d'aujourd'hui.

Nous espérons que ce résumé général de l'approche marxiste envers la religion pourra t'aider à aboutir à une position claire dans tes prochains écrits. Salutations communistes.

*Traduit de World Revolution n°227, septembre 1999, organe du CCI en Grande-Bretagne.*

## LE MENSONGE DE L'ETAT "PROPRE"

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

population le mythe d'un Etat démocratique impartial, au-dessus des classes, dont la justice serait indépendante de toute pression. La bourgeoisie a ainsi trouvé, dans ses juges et l'appareil judiciaire, ses Robin des bois modernes qui s'en prennent à quelques riches pour donner aux pauvres le droit de se faire exploiter en toute "équité". Un sondage publié par *Le Monde* du 13 novembre 1999 illustre bien la nature du message que la bourgeoisie veut faire passer. 71% des personnes interrogées pensent ainsi que l'action des juges est "*plutôt une bonne chose pour la démocratie, car elle a permis d'assainir le fonctionnement de la vie politique*" ! On a vu ce qu'il en a été de l'opération "mains propres" en Italie par exemple : de l'esbroufe, quelques rotations de poste pour

des hommes politiques vraiment trop compromis et pour le reste la corruption continue, la misère aussi...

La classe ouvrière n'a strictement rien à attendre de la justice bourgeoise. C'est sur le terrain bien réel de la lutte de classe, loin des prétoires feutrés et moisiss de la bourgeoisie, que la classe ouvrière rendra justice devant l'histoire.

BTD (15 novembre)

(1) Mutuelle Nationale des Etudiants de France, tenue par les Jeunesses Socialistes et des responsables de l'extrême-gauche.

(2) Egon Krenz, dernier chef d'Etat de l'ex-Allemagne de l'Est, condamné à grand bruit pour le dixième anniversaire de la chute du Mur de Berlin.

(3) Trotsky, *Leur morale et la nôtre*, 1938.

## GAUCHE GERMANO-HOLLANDAISE

(SUITE DE LA PAGE 5)

tions des groupes de la Gauche germano-hollandaise ? Certainement pas. Est-ce à dire qu'il faudrait les ignorer ? Non plus.

Le CCI ne s'est d'ailleurs pas privé de dénoncer plus spécifiquement les glissements opportunistes au sein du communisme de conseil, surtout envers ces éléments qui sont de plus en plus englués dans les sables mouvants du conseilisme (voir dans la Revue Internationale n°37 "La faillite du conseilisme") : ainsi, il a mis en évidence comment, sous la pression de la terrible période de contre-révolution, se sont manifestées au sein de la Gauche germano-hollandaise des concessions de plus en plus nettes sur le rôle politique du parti prolétarien, s'exprimant concrètement par un reflux vers le regroupement lâche de petits cercles de travail isolés, ou encore sur l'expérience révolutionnaire russe qu'elle finit par rejeter à travers l'assimilation a posteriori du bolchevisme de 1917 et du stalinisme de 1927, concessions enfin à l'économisme, réduisant le processus révolutionnaire à une question de forme d'organisation économique du prolétariat et à la domination de ce dernier sur les forces productives. Le CCI ne s'est pas privé de dénoncer l'opportunisme patent du groupe "Daad en Gedachte" (Internationalisme n°245) qui, en remettant en question l'impor-

tance de la réflexion théorique en tant qu'arme pour déterminer les perspectives de la lutte prolétarienne, s'enfonçait de plus en plus dans la négation totale du rôle des révolutionnaires pour risquer aujourd'hui de disparaître définitivement dans le néant puisqu'il a arrêté la publication de sa revue.

Mais pour aborder ces positions ambiguës, pour critiquer ces glissements opportunistes et savoir en tirer le maximum de leçons, il faut pouvoir reconnaître ce qui nous rapproche de ceux qui les expriment, savoir défendre l'héritage politique que nous avons en commun. Et ce qui nous unit, c'est le combat commun de classe, un combat internationaliste conséquent contre le capital, contre la bourgeoisie et toutes ses forces politiques. Le communisme de conseil est un courant au sein du camp prolétarien. Voilà pourquoi nous disons clairement à tous ceux qui prétendent s'approprier, à partir de l'un ou l'autre rapprochement partiel, l'héritage de la Gauche germano-hollandaise : "Bas les pattes du communisme de gauche !" Jos

(D'après Internationalisme n°256, 15 octobre/15 novembre 1999)

(1) Sur Cajo Brendel, voir l'article "La série de réunions publiques organisées par Cajo Brendel en Allemagne : un événement significatif" (RI n°293, septembre 1999).

## MASSACRES ET RIVALITES IMPERIALISTES DANS LE CAUCASE

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

textes destinés à justifier le recours à la force armée. Quant aux pseudo-ONG, qui ont toujours servi de tête de pont à l'intervention militaire des grandes puissances, elles auront été cette fois quasiment absentes (même Médecins Sans Frontières à qui l'attribution toute fraîche du prix Nobel de la paix a sans doute fait tourner la tête... de l'autre côté). Tous les dirigeants occidentaux, au-delà de leurs hypocrites déclarations d'indignation, ont voulu, couvert et soutenu l'offensive russe dans le Nord-Caucase. Il y a eu un large consensus de la bourgeoisie occidentale pour ne pas créer de problèmes à la Russie et la laisser poursuivre méthodiquement ses massacres. Elle avait en effet tout intérêt à éviter la désintégration de ce qui reste de la Fédération de Russie, laquelle est encore le pays le plus étendu du monde, à cheval sur deux continents et par ailleurs toujours détenteur de milliers d'armes atomiques. C'est en ce sens que Fabius déclarait : "La France soutient l'intégrité territoriale de la Fédération de Russie et condamne le terrorisme, les opérations de déstabilisation, l'intégrisme qui sont des menaces pour la démocratie." (1) Le risque actuel d'une nouvelle désagrégation de la Russie est une retombée de l'effondrement de l'URSS. Il représente une nouvelle étape dans l'aggravation du chaos mondial et dans la décomposition de la société capitaliste. Il met aussi cette fois en jeu plus nettement que jamais la montée de l'intégrisme islamiste. Celui-ci se révèle également dans toute une série d'autres pays (Iran, Afghanistan, Algérie, Egypte, Turquie, etc.) et s'est illustré, au niveau de la fédération russe, par l'entrée en août dernier de troupes islamistes du tchétchène Bassaev et du jordanien Khattab au Daghestan.

Cependant, par rapport au début de l'invasion russe en Tchétchénie, on assiste à une évolution sensible de l'attitude des autres grandes puissances qui ont durci le ton et exercent désormais une pression grandissante vis-à-vis de la Russie. Mais ce n'est nullement à cause du sort des populations dont elles continuent à se soucier comme d'une guigne. Ce sont leurs sordides intérêts de requins impérialistes qui sont en jeu.

### Les grandes puissances continuent à attiser le chaos et la barbarie

A travers la guerre en Tchétchénie, la Russie cherche en même temps à récupérer son influence impérialiste dans le sud du Caucase et, à ce niveau, elle se heurte à la plupart des autres grandes puissances qui ne cessent de chercher à l'évincer durablement de cette zone éminemment stratégique. Et si aujourd'hui, certains Etats européens, notamment l'Allemagne et la France, commencent à manifester leur "désaccord" et à faire un pas en direction des dirigeants tchétchènes, c'est uniquement pour ménager et défendre leurs sordides intérêts et leurs ambitions impérialistes dans la région. Les grandes puissances sont en effet confrontées à leurs propres contradictions. Toutes ont intérêt à empêcher une nouvelle implosion au coeur de ce qui reste de la Russie qui

livrerait le pays à un chaos difficilement contrôlable. Mais en même temps, elles sont intéressées à profiter au maximum de l'affaiblissement de la Russie et à limiter son influence impérialiste dans cette zone. C'est notamment le cas des Etats-Unis. Le directeur de l'institut des études stratégiques au Kazakhstan déclarait : "Les Etats-Unis cherchent à exploiter le mythe de la présence d'une vaste richesse pétrolière autour de la région de la mer Caspienne pour éliminer l'influence russe sur l'Asie Centrale et le Caucase." (2) Quant à la France, c'est pour ne pas rester en dehors du coup et pour trouver des points d'appui dans le Caucase qu'elle est de plus en plus poussée à épouser la "cause tchétchène". C'est pourquoi nous avons droit aujourd'hui à des images de la guerre et surtout des ravages des bombardements sur la population.

Aujourd'hui, plus que jamais, le contrôle de cette région stratégique comprise entre les pays caucasiens de la mer Noire et la mer Caspienne est devenu un enjeu crucial. Les Etats-Unis et leurs compagnies pétrolières ont mis la haute main sur tous les grands projets d'exploitation énergétique allant de l'Asie Centrale à la Turquie en passant par le Sud-Caucase. Depuis les exportations de gaz du Turkménistan jusqu'aux pipe-lines pétroliers, la politique américaine consiste à tisser un réseau le plus étendu possible, ménageant plusieurs voies d'accès. Un des deux principaux oléoducs est celui reliant le pétrole de la Caspienne au terminal turc de Ceyhan. L'autre, qui a déjà été inauguré en mai 1999, passe par le port géorgien de Soupsa. Le but essentiel des Etats-Unis est de couper l'horbe sous les pieds aux projets russes concurrents. Pour mener à bien cette entreprise dont l'autre grand bénéficiaire serait la Turquie (et, derrière elle, l'Allemagne), les Etats-Unis ont d'ailleurs parrainé un règlement du con-

flit sur le Haut-Karabakh, zone située à proximité de l'oléoduc. Ils permettent ainsi une réconciliation entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, moyennant des concessions envers les revendications arméniennes sur ce territoire qui avait fait l'objet d'une guerre très meurtrière entre 1992 et 1994. Ils contribuent également à détacher l'Arménie de son alliance envers le Kremlin. Quant à la Russie, pour qui l'approvisionnement en pétrole de la Caspienne reste une ressource économique vitale, ses deux voies d'accès se sont vues successivement condamnées. La première, qui passait précisément en plein coeur de la Tchétchénie, avait été ruinée au printemps dernier par de mystérieuses actions de sabotage. La Russie avait alors construit une "bretelle" contournant la Tchétchénie au profit du Daghestan pour aboutir au port russe de Novorossiisk sur la mer Noire. L'incursion des rebelles tchétchènes au Daghestan en août a coupé cette voie.

Au moment où elle déclenchait son offensive en Tchétchénie, la Russie multipliait parallèlement les menaces envers les pays indépendants du Sud-Caucase. L'Azerbaïdjan, dont les liens avec la Turquie sont étroits, est depuis des mois accusé par Moscou d'aider les terroristes tchétchènes et daghestanais. La Russie n'a cessé, depuis 1991, de soutenir les séparatistes abkhazes et ossètes contre la Géorgie de Chévarnadzé (ex-ministre des affaires étrangères de Gorbatchev) qui a lui-même échappé à plusieurs attentats perpétrés sur ordre de Moscou, notamment en février 1998. Ce dernier Etat étant limitrophe à la Tchétchénie se trouve aussi être un allié potentiel de la Turquie. Et surtout, la pression est mise sur l'Arménie accusée de trahison. Au moment où une entente pétrolière sous le patronage des Etats-Unis allait se concrétiser entre les trois Etats caucasiens concernés, l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie, le premier ministre

arménien et six autres personnalités politiques (dont le président du parlement) sont assassinés, en pleine séance de l'assemblée nationale, par un commando probablement commandité par le Kremlin. Enfin, la Russie fait aussi aujourd'hui valoir un autre moyen de pression : la Géorgie. Malgré l'accès difficile, montagneux et enneigé de sa frontière, ce pays est la seule porte de sortie des populations tchétchènes en fuite en dehors de l'Ingouchie saturée de réfugiés et peut représenter une terre d'accueil pour les rebelles tchétchènes. C'est aussi un prétexte utilisable par la Russie pour bombarder et intervenir militairement à tout moment en Géorgie au nom de la lutte contre le terrorisme tchétchène. Face à cela, un véritable bras-de-fer s'est engagé. Loin de se laisser intimider, les Etats-Unis se sont empressés de faire avaliser l'accord entre les Etats caucasiens, le Kazakhstan et la Turquie sur l'oléoduc qui évince les Russes de cette région (on a purement fermé la porte au nez des Russes en disant qu'ils arrivaient trop tard) et cet accord a été publiquement ratifié lors du sommet de l'OSCE. D'autres signes du durcissement des tensions sont patents. C'est vraisemblablement sous la pression américaine qu'à la tête du FMI, le français Camdessus, symbole de toute une politique de grandes largesses de cet organisme financier envers la Russie, politique poursuivie même après l'éclatement du scandale des fonds détournés par la famille Eltsine, a précipitamment fait valoir ses droits à une retraite anticipée. Parallèlement, le voyage du pape en Géorgie a été très froidement accueilli par l'église orthodoxe sur laquelle Moscou exerce sa tutelle (un communiqué du patriarche de Tbilissi a même interdit à ses fidèles d'assister à une messe présidée par Jean-Paul II).

C'est aujourd'hui tout le Caucase qui est menacé d'une conflagration entre impérialismes rivaux concurrents. Mais

c'est l'avenir de la Russie elle-même qui est aussi directement engagé. Celle-ci est coincée dans un dilemme :

-soit, de façon improbable, elle admet un nouvel humiliant revers en faisant marche arrière en Tchétchénie et cet aveu d'impuissance constituerait alors un encouragement à la sécession pour d'autres territoires de la fédération russe. Un tel affaiblissement ouvrirait la voie au chaos et à la désintégration de la Russie ;

-soit elle poursuit sa fuite en avant dans ses menées guerrières dans le Sud du Caucase, où elle s'oppose directement de plus en plus aux intérêts des Etats-Unis et de la Turquie, allumant la mèche d'une poudrière risquant de s'étendre jusqu'aux ex-républiques de l'Asie Centrale.

CB (19 novembre)

(1) Le Monde du 7 octobre 1999.  
(2) Le Financial Times du 10 novembre 1999.

Lisez notre brochure :

### LA DECADENCE DU CAPITALISME



courant communiste international  
revue de théorie / brochure n°1

## SOMMET DE L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

### Un épisode d'une guerre commerciale sans merci

A l'approche du sommet de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) à Seattle, les médias français ont fait leurs choux gras de deux feuilletons qui illustrent la violence des conflits commerciaux qui font rage aujourd'hui entre tous les Etats : l'embargo européen (avec la France en tête) sur certains produits américains et le conflit franco-britannique sur le boeuf anglais. A coups de grands débats contre la mondialisation, pour sauvegarder l'écologie de la planète, etc., jamais en France on n'aura vu la classe dominante manifester autant d'intérêt pour la diététique et la santé de la population. Spécialistes du nutritionnisme, scientifiques appointés, paysans "à l'ancienne", bouffons médiatiques à la J.P. Coffe, tous se sont relayés devant le fourneau de la propagande bourgeoise pour nous dire qu'ici, nos exploiters faisaient de leur mieux pour ne pas intoxiquer ni laisser intoxiquer les masses. Mais bien plus, la fine fleur de la gauche et de sa gauche, PCF,

Verts, LCR, la récente ATTAC (Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens) constituée elle-même d'un véritable pudding de politicards, l'aujourd'hui fameuse Confédération Paysanne, la CGT et la FSU, s'est regroupée en "opposition" pour lutter contre "la course à la marchandisation du monde". Voilà qui est plus ridicule encore que leur découverte il y a quelques années d'une soi-disant nouvelle économie mondialisée. Comme si le capitalisme n'avait pas depuis bien longtemps transformé quasiment tous les aspects de la vie sociale en marchandises et comme si la constitution d'un marché mondial n'était pas déjà une réalité depuis au moins la fin du siècle dernier. Ces prétendus pourfendeurs de la "marchandisation du monde" ne sont que des défenseurs de la marchandise... made in France ! Et d'appeler bruyamment, pour montrer leur détermination, à manifester contre l'OMC le 27 no-

vembre sur tout le territoire et aussi à Seattle. Cet aéroport avarié vient en fait un peu plus noyer le poisson et surtout apporter sa caution radicale et politique aux discours du gouvernement sur sa soi-disant éthique alimentaire.

En outre, un de ses rôles est de nous faire croire que se joue à Seattle un combat entre "deux conceptions du commerce mondial", un affrontement entre les tenants (antipathiques) de rapports commerciaux "unilatéraux" uniquement favorables aux plus forts (les Etats-Unis évidemment) et les défenseurs (les Etats sympathiques de l'Europe de gauche !) d'un "multilatéralisme" profitable à tous, même les plus faibles.

Derrière tous ces fausses bonnes volontés et tous ces mensonges, la réalité tient en un mot : guerre commerciale aggravée et tous azimuts et donc DEFENSE FORCENEE DU CAPITAL NATIONAL ! C'est derrière cela que

tous ces bons samaritains tentent d'entraîner la population et la classe ouvrière en particulier, dans une écoeurante campagne nationaliste. Les gouvernements américains et britanniques de leur côté n'ont d'ailleurs pas été en reste non plus et ont ainsi mis en branle un gigantesque battage nationaliste anti-"frogs", justifiant le boycottage de toute une série de produits français.

C'est la concurrence aggravée qui est le seul et véritable fil conducteur des féroces tractations entre marchands de tapis qui auront lieu à Seattle. Les prolétaires de tous les pays ne doit pas se laisser bernier par leurs belles paroles attentionnées destinées à les enchaîner derrière "leur" bourgeoisie nationale qui leur expliquera l'aggravation des attaques brutales dont ils seront l'objet par la "faute" de l'OMC.

KW (16 novembre)

# La Gauche germano-hollandaise n'a rien à voir avec un "socialisme libertaire"

**Fin 1998 paraissait chez un éditeur anarchiste une brochure intitulée *Communisme de conseil et lutte ouvrière autonome*, dédiée à Cajo Brendel, dernier représentant vivant du courant de la Gauche germano-hollandaise (1). A côté d'une interview, d'une bibliographie et de plusieurs extraits de textes de ce dernier, le recueil reprend également plusieurs courts extraits de "textes fondateurs du communisme de conseil" de Anton Pannekoek, Otto Rühle, Henk Canne Meijer ou Paul Mattick ainsi qu'une brève introduction historique sur l'origine de ce courant. L'initiative se situe d'ailleurs dans le prolongement d'une brochure publiée par la même maison d'édition en 1990 avec des "textes libertaires" de Rosa Luxembourg, Anton Pannekoek, et Henriette Roland Holst.**

Derrière un intérêt apparemment bienveillant pour le courant "communiste de conseil" ou pour la personnalité du "conseilliste" Cajo Brendel, le véritable objectif de ces brochures transparaît clairement dès les premiers mots de l'avant-propos : *"L'histoire de l'anarchisme comporte une succession de conflits parfois sérieuses avec les marxistes. Il existe pourtant au moins une exception. Dans les années vingt apparut en effet le communisme de conseil, comme réponse au capitalisme d'Etat des bolcheviks. En rapport direct avec la lutte de classe autonome et la constitution de conseils ouvriers - en dehors de l'Etat, du parti ou de dirigeants - se développèrent les positions communistes de conseil. Elles semblent présenter des convergences importantes avec l'anarchisme (...)"* (p.7). Le communisme de conseil est donc présenté comme une rupture libertaire avec la tradition marxiste. De fait, dans des commentaires tout au long des recueils tout comme d'ailleurs par une sélection habile des extraits proposés mélangeant les auteurs cités avec des "libertaires" comme Lehning et Reeves, les thèses suivantes sont instillées chez le lecteur :

### La Gauche germano-hollandaise, partie intégrante du mouvement révolutionnaire international

L'objectif central de cette sélection tendancieuse de courts extraits, sortis de leur contexte, est avant tout de convaincre le lecteur que ces "prophètes du communisme de conseil" sont en rupture totale avec le reste du "vieux" mouvement révolutionnaire, en particulier avec Lénine et les bolcheviks. Or, rien n'est plus faux et ce n'est nullement un hasard si l'introduction historique disserte sur le combat contre le réformisme et l'opportunisme au sein de la IIe Internationale, passe rapidement sur la période de "guerre et de révolution" du début du 20e siècle. En réalité, l'ensemble des événements de cette période témoigne du fait que les militants de la Gauche germano-hollandaise (tels H. Gorter, A. Pannekoek ou H. Roland Holst) sont partie intégrante, comme les bolcheviks, de l'aile marxiste du mouvement ouvrier international qui est aux avant-postes dans la gigantesque bataille que livrent la classe ouvrière et ses organisations politiques à cette époque :

- dans la lutte contre la barbarie guerrière et la trahison des social-chauvins dès 1914.

Face au déchaînement de la guerre impérialiste généralisée et à la trahison des principaux partis sociaux-démocrates qui votent les crédits de guerre et appellent à "l'union sacrée" avec sa propre bourgeoisie, la Gauche marxiste au sein de ces partis organise la résistance. Dès 1914 les prises de position de Gorter et Pannekoek vont pleinement dans le sens des analyses des bolcheviks, en particulier, en définissant la

- le communisme de conseil depuis Luxembourg et Pannekoek, bref l'essentiel du courant de la Gauche germano-hollandaise, constituerait une rupture radicale tout autant avec la social-démocratie qu'avec les bolcheviks et leur révolution bourgeoise : *"(...) les auteurs cités soulignent que les bases pour le développement et la perfectionnement de la dictature terroriste d'Etat avaient déjà été placées sous les premiers bolcheviks"* (brochure de 1990, pp. 99-100) ;

- il glorifierait, comme l'anarchisme, la lutte autonome des travailleurs qui rejette tout parti politique, tout dirigeant ou tout contrôle politique sur la société. Il participerait donc d'un *"fonds de pensée commun pour les orientations libertaires qui considèrent le socialisme, la démocratie et la liberté comme indivisibles"* (ibid., p.97) ;

- enfin, il représenterait aujourd'hui, face à la faillite du capitalisme, une alternative au *"vieilles réponses"* (qui se sont révélées fausses" grâce à un cocktail "anti-dogmatique" mêlant Marx et Bakounine, socialisme "libertaire" et spontanéité anarchiste (ibid., pp. 104-105).

guerre comme impérialiste mais aussi en proclamant la faillite de la IIe Internationale et la nécessité d'une autre Internationale. Bientôt, les effroyables sacrifices imposés exacerbent la résistance ouvrière. Dès mars 1915, Otto Rühle et Karl Liebknecht votent contre les crédits de guerre au Reichstag ; en septembre 1915, se tient la Conférence de Zimmerwald que soutiennent fermement Luxembourg, Gorter et Pannekoek et à laquelle participe H. Roland Holst, en pleine évolution vers les positions marxistes. Par ses écrits, par sa lutte aussi bien en Hollande ou en Allemagne que sur le plan international, la Gauche marxiste germano-hollandaise est parmi les premiers, avec les bolcheviks, à engager une lutte sans merci contre les courants opportunistes et "conciliateurs", à oeuvrer activement au rassemblement des forces révolutionnaires. Ainsi, avec Lénine ou Radek, Luxembourg, Pannekoek et Gorter surent, dès le début de la guerre, tirer toutes les implications pratiques de la situation de l'heure pour préparer la lutte révolutionnaire à venir ;

- dans le combat pour étendre la vague révolutionnaire internationale et pour constituer l'Internationale Communiste à partir de 1917.

La Gauche germano-hollandaise soutient sans réserve le caractère révolutionnaire de la Russie et l'internationalisme des bolcheviks. La Gauche hollandaise en particulier sera la véritable introductrice et propagatrice des conceptions de Lénine en Europe de l'Ouest, par la brochure de Herman Gorter, *La*

*révolution mondiale*, parue en 1918. Pleinement convaincue du caractère international de la vague révolutionnaire initiée en Russie, elle s'engage activement dans le mouvement insurrectionnel en Allemagne et dans le reste de l'Europe, tout comme dans la constitution de l'IC : *"La guerre mondiale et la révolution qu'elle a engendrée ont montré d'une manière évidente qu'il n'y a qu'une tendance dans le mouvement ouvrier qui conduise réellement les travailleurs au communisme. Seule l'extrême gauche des partis sociaux-démocrates, les fractions marxistes, le parti de Lénine en Russie, de Bela Kun en Hongrie, de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht en Allemagne ont trouvé le bon et l'unique chemin"* (Gorter, *La victoire du marxisme*, 1920) ;

- dans la résistance contre le développement de l'opportunisme au sein de l'IC dès le début des années 20.

Avec l'échec de l'extension de la vague révolutionnaire, qui se manifeste en particulier par la défaite du mouvement insurrectionnel en Allemagne entre 1919 et 1923, et en conséquence avec l'isolement croissant de la forteresse russe, se renforcent au sein du PC russe et de l'Internationale les tendances opportunistes et une propension croissante à subordonner la politique de l'IC aux intérêts de l'Etat russe. Contre cette involution qui conduira à la mort de l'IC en tant qu'instrument prolétarien avec l'adoption de la thèse du *"socialisme dans un seul pays"*, se développe une résistance acharnée au sein et, au fur et à mesure des exclusions de l'IC ou des PC, en dehors de l'Internationale. A nouveau, si la Gauche germano-hollandaise joue incontestablement un rôle de premier plan dans ce combat, comme le montre la *Réponse à Lénine* (1920) de Gorter, largement inspirée par le texte *Révolution mondiale et tactique communiste* (1920) de Pannekoek, elle n'est nullement la seule à combattre la dégénérescence : l'ensemble de la Gauche marxiste, constituée d'un ensemble de courants, tels par exemple les gauches russe, anglaise, bulgare et surtout italienne autour de A. Bordiga, défend pied à pied les acquis révolutionnaires.

Dans les années 30 et suivantes, ces gauches communistes poursuivront leur opposition acharnée à la contre-révolution stalinienne triomphante, en visant par leur action à maintenir les acquis du combat révolutionnaire et à en tirer les leçons : sur les tactiques parlementaires et syndicales, sur le rôle du parti et ses rapports avec les conseils. Infimes minorités révolutionnaires, agissant dans une situation extrêmement difficile, marquée par la domination stalinienne, fasciste ou démocratique, elles maintiennent des positions internationalistes. C'est en particulier le cas des groupes qui se revendiquent de la Gauche germano-hollandaise, comme le Groupe des communistes internationalistes (GIC) (avec Canne Meijer), le groupe de Paul Mattick aux Etats-Unis dans les années 30 ou le Communistenbond Spartacus (dont Brendel fit partie) après la Seconde Guerre mondiale. Mais une fois de plus, il ne s'agit là nullement d'une spécificité de la Gauche germano-hollandaise puisque d'autres courants prolétariens se sont maintenus sur des positions internationalistes, comme par exemple la Fraction Italienne de la Gauche Communiste dans les années

30 ou la Gauche Communiste de France à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Face aux tentatives pour diviser et opposer les différentes fractions marxistes du mouvement ouvrier, nous mettons en avant leur unité fondamentale en tant que partie prenante de la dynamique du combat de la classe. Contre l'opposition abstraite et mécanique opérée à partir de citations extraites de leur contexte, nous resituons les conditions réelles dans lesquelles les prises de position ont été faites, toujours à partir de débats et de polémiques au sein du

mouvement ouvrier, c'est-à-dire dans le même camp, celui du prolétariat et du communisme auquel appartiennent aussi bien la Gauche marxiste au sein de la IIe Internationale que toutes les fractions de gauche issues de l'IC qui ont combattu la contre-révolution stalinienne et sont restées fidèles aux principes internationalistes. C'est la méthode que le marxisme a toujours essayé d'appliquer et qui est tout le contraire de l'approche abstraite et intemporelle de l'anarchisme.

### Le développement du marxisme révolutionnaire s'oppose nettement à l'anarchisme.

La volonté de gommer par un tour de passe-passe le lien vivant entre ces révolutionnaires et la lutte de classe permet de les rapprocher de façon ahistorique de l'anarchisme sans tenir compte de la dynamique historique de la lutte de classe. Or, le développement de la lutte prolétarienne et de son organisation mettent justement en évidence l'absurdité du cocktail "anti-dogmatique" proposé, mêlant Marx et Bakounine.

Le développement des partis socialistes et la création de la IIe Internationale marquèrent un pas en avant important du mouvement ouvrier. Et lorsque le réformisme gagna de plus en plus ces partis, l'anarcho-syndicalisme fut certes l'expression d'une réaction prolétarienne face à celui-ci mais son attachement au vieux "révolutionnarisme permanent" le rendit incapable de comprendre les racines et la dynamique historique de la gangrène opportuniste au sein du mouvement ouvrier, tandis que sa traditionnelle opposition au "politique" entrava le travail de défense des organisations politiques du prolétariat et encouragea l'illusion d'une révolution purement "économique" menée par les syndicats qui éludait la nécessaire prise de pouvoir politique par la classe ouvrière. S'il y eut à cette époque un réel et fructueux travail d'opposition au développement de l'opportunisme au sein du mouvement ouvrier, ce fut le fait de la Gauche révolutionnaire de Lénine, Luxembourg, Pannekoek, qui restait fidèle à la tradition marxiste.

Dans ce contexte, l'éclatement de la Première Guerre mondiale fut plus que jamais une épreuve de vérité, non seulement pour la droite de la social-démocratie qui trahit la classe ouvrière, mais aussi pour un bon nombre d'organisations anarchistes qui, tels Kropotkine ou la CGT française, tombèrent dans "l'anarcho-chauvinisme". Quant à ceux qui s'opposèrent à la guerre, ils ne purent développer un combat contre la guerre, tels Monatte et Rosmer en France, qu'en rejoignant la vigoureuse action internationaliste de la Gauche communiste et en se ralliant à la révolution russe. Ainsi, en Hollande, face entre autres à l'antimilitarisme teinté de pacifisme du courant autour de l'anarchiste Domela Nieuwenhuis qui désarmait de fait la classe ouvrière dans son combat anticapitaliste, la Gauche défendit avec intransigeance l'internationalisme et combattit toute idée de pacifisme pour mettre en avant que la tâche première du SDP (Gauche socialiste, exclue du SDAP en 1909) était la lutte pour la révolution (résolution proposée par Gorter au nom de la section de Bussum au congrès d'Utrecht de juin 1915) : *"Si un jour les ouvriers ont le pouvoir en main, ils doivent le défendre*

*les armes à la main."* Et Pannekoek soulignait dans un article du 19 juin 1915 dans *De Tribune* : "Ce n'est que comme partie de la lutte générale contre le capitalisme que la lutte contre le militarisme peut donner des résultats."

Enfin, face à la tragique dégénérescence de la révolution russe et à l'émergence du cauchemar stalinien, ce n'est pas l'anarchisme qui put apporter une explication et en tirer les leçons pour les combats futurs, mais une fois de plus la Gauche marxiste, la Gauche italienne autour de la revue *Bilan* mais aussi la Gauche germano-hollandaise. Et cela, elle le fit en se démarquant nettement de l'anarchisme, en particulier avec les événements d'Espagne qui voient les groupes anarchistes se mettre ouvertement au service de l'Etat bourgeois. Loin d'un quelconque "cocktail socialiste libertaire", le GIC (Groupe International Communiste), tout comme la Gauche italienne, démontre tout au long de la guerre d'Espagne comment le feu de l'épreuve espagnole amenait inévitablement les anarchistes dans le camp de la bourgeoisie. Les "anti-étatistes" y devenaient des partis de gouvernement pour "jouer en Espagne le rôle que les social-démocrates de gauche, les 'indépendants' ont joué en Allemagne" (PIC n° 12, organe du GIC, 1937). Et en réponse à certains anarchistes "critiques" face aux agissements de la CNT, le GIC soulignait combien cela n'était pas une trahison des principes anarchistes mais l'aboutissement logique de ceux-ci : "Le reproche d'anarchistes étrangers que la CNT aurait trahi ses principes anarchistes n'est pas valable. La CNT ne pouvait rien faire d'autre avec ses fondements étrangers à la réalité ; elle devait se rattacher à l'une des forces en présence." (Räte-Korrespondenz n°22, 1937)

Constatons donc qu'au-delà des positionnements ponctuellement corrects de l'un ou l'autre anarchiste, qu'au-delà d'erreurs d'analyse de groupes marxistes, ce qui sépare fondamentalement le marxisme de l'anarchisme, c'est la mise en oeuvre d'une méthode historique et dynamique qui permet d'appréhender la réalité mouvante du combat prolétarien et d'en tirer toutes les leçons, face aux principes abstraits, intemporels et idéalistes de l'approche "libertaire".

### Un combat au sein du camp prolétarien.

Est-ce à dire qu'il n'y avait pas de divergences entre ces grandes figures et ces organisations du mouvement révolutionnaire ? Bien sûr que non. Cela signifie-t-il qu'il n'y a pas de critique à émettre par rapport à certaines posi-

(SUITE PAGE 3)

PRESENCE DE LO À UNE REUNION PUBLIQUE DU CCI

## Des propositions d'action commune qui escamotent les frontières de classe

**Au moment où LO renforce sa coopération avec le PCF, des signes d'une volonté d'étendre cette "démarche unitaire" en direction de l'extrême-gauche se font jour. Le déroulement de notre réunion publique du mois d'octobre à Nantes en a constitué une illustration puisqu'un militant de LO, accompagné d'un sympathisant de cette organisation, considérant certainement que le CCI fait partie de ladite extrême-gauche, est venu y intervenir. Nous rapportons ci-dessous l'essentiel des interventions de LO et le sens de nos réponses.**

La première intervention de ce militant de LO est la suivante : *"Je fais partie de la Fraction de LO. Je pense qu'il est surtout intéressant de discuter sans a priori sur les perspectives auxquelles est confrontée la classe ouvrière et son organisation. Il faut faire le constat qu'aujourd'hui il y a une faible organisation des travailleurs et des organisations elles-mêmes. Des groupes comme vous, l'extrême-gauche, ont du mal à s'implanter. Je n'ai pas de réponse. La chute du Mur, ça a été pour tout le monde du travail une caricature qui s'est effondrée. Maintenant, il faut reconstruire l'idée du communisme (...) S'il y a des mouvements demain, on ne fera pas le poids face à des organisations réformistes. La question qui se pose est la suivante : fait-on assez d'ef-*

*fort tous, au sein de l'extrême-gauche ? Ce n'est pas une critique que je fais, je pose des questions".*

Après avoir précisé que le CCI ne fait pas partie de l'extrême-gauche, nous avons développé, en lien avec le sujet de la réunion publique, "10 ans après la chute du mur de Berlin, quel bilan, quelles perspectives ?", notre analyse du rôle du stalinisme dans l'histoire. Il est la forme qu'a prise la contre-révolution en Russie après l'échec de la vague révolutionnaire mondiale des années 17-23. Il ne constitue en rien une survivance de la révolution d'Octobre, mais bien son bourreau. L'Etat russe n'est pas ouvrier dégénéré, mais l'expression dans ce pays de la tendance universelle au capitalisme d'Etat. La bureaucratie stalinienne n'est autre que la nouvelle classe bourgeoisie reconstituée, la classe exploiteuse au sein de rapports sociaux qui sont tout autant capitalistes que dans les autres pays du monde. L'identification du stalinisme au communisme a constitué le plus grand mensonge de l'histoire véhiculé par toutes les bourgeoisies du monde afin de tromper la classe ouvrière en falsifiant son projet historique. Les partis stalinien ont été des acteurs de premier plan de cette mystification, mais les trotskistes aussi y ont apporté leur contribution avec leur théorie de l'Etat "ouvrier dégénéré" pour caractériser cette monstruosité capitaliste. En s'effondrant au début des années 90, le stalinisme est venu à nouveau rendre un service à la bour-

geoisie, en lui fournissant l'occasion de déclencher des campagnes anticomunistes s'articulant sur le même mensonge : "la faillite du stalinisme signifie l'impossibilité du communisme".

Sur ce, LO poursuit : *"c'est votre point de vue et je ne viens pas là dans un esprit de polémique. (...) A la manifestation de Paris, il y avait 50 000 militants communistes. Or, il reste quelque chose de ce qu'il y a eu en URSS. Il y a des bureaucrates et des gens sincères. On ne peut pas dire qu'il ne reste rien. Le PC est dans la classe. Il est faible, mais on aura à faire à lui demain. Bien qu'il y a eu plein de trahisons de sa part, les choses ont changé et l'extrême-gauche, dont vous faites partie, a un rôle à jouer si des luttes partaient. Les gens ont perdu leurs illusions mais il y a un créneau à prendre, et nous tous on a des points communs et pourquoi ne pas se rassembler à propos de l'exécution prochaine d'Abou Jamal ?" (1).*

Il est de tradition dans le mouvement révolutionnaire, comme l'a réaffirmé notre réponse à ce militant de LO, de délimiter clairement le camp du prolétariat de celui de la bourgeoisie. Les gauches de la social-démocratie, qui furent à l'origine de la constitution de l'Internationale Communiste, n'ont pu s'acquitter de cette tâche fondamentale pour la révolution mondiale que parce qu'elles avaient su identifier l'abandon de l'internationalisme prolétarien par la majorité des partis sociaux démocrates, face à la première boucherie mondiale, comme le signe irréfutable de leur trahison. Les PC ont effectué une trahison du même ordre dans les années 30 en entraînant le prolétariat dans la Seconde Guerre mondiale. Depuis lors, au même titre que les partis socialistes, ils n'ont pas failli dans leur fonction anti-ouvrière et leur rôle de bourreau du prolétariat. Ces partis de gauche ont été intégrés dans l'Etat depuis leur trahison en 1914 et dans les années 30. L'absorption par l'Etat de partis anciennement ouvriers signifie que, quels que soient les discours qu'ils peuvent tenir aujourd'hui pour mystifier la classe ouvrière, ils ne peuvent revenir dans le camp du prolétariat. C'est la raison pour laquelle les révolutionnaires ne doivent avoir de cesse de les démasquer et de les dénoncer pour ce qu'ils sont : des forces d'encadrement du prolétariat. Tout ce qui participe d'estomper, aux yeux de la classe ouvrière, le fait que ces partis agissent toujours contre elle, au service du capital, ne peut que l'affaiblir. L'appel à la manifestation du 16 octobre avait clairement cette fonction de tenter de dédouaner le gouvernement de gauche, et le PC en particulier, des attaques anti-ouvrières en attribuant au patronat la responsabilité essentielle de celles-ci.

LO "ne voit pas en quoi c'est contradictoire". Pour elle : *"au début du mouvement ouvrier, il y avait aussi des appréciations différentes. En tout cas, le communisme représente quelque chose pour les militants du PC et il faut prendre la classe telle qu'elle est aujourd'hui. Les polémiques sur la nature de l'URSS et autres n'intéressent personne à part nous. Les ouvriers ne discutent pas de cela le dimanche, ils s'en foutent."*

Cette attitude consistant à vouloir laisser de côté les principes de classe au nom de l'action immédiate est une stra-

tégie permanente de la part des organisations de gauche et d'extrême-gauche du capital pour tromper la classe ouvrière, dévoyer sa conscience et ses luttes, et surtout faire oublier sa position bourgeoise de défense de l'URSS notamment dans la Seconde Guerre mondiale. La question de la nature de l'URSS est pour les révolutionnaires une question fondamentale délimitant la frontière entre le camp bourgeois et le camp du prolétariat. En tentant d'escamoter cette question avec l'argument selon lequel les "polémiques" sur la nature de l'URSS n'intéressent pas les ouvriers, LO cherche à masquer son soutien "critique" à l'Etat stalinien et à faire oublier ainsi son abandon des principes de l'internationalisme prolétarien. Ce qui distingue LO du PS et du PC, c'est son radicalisme et son passage plus récent dans le camp du capital. Mais depuis lors, elle n'a pas manqué une occasion de confirmer cette nature bourgeoise :

- dans les conflits impérialistes locaux qui ont ensanglanté la planète depuis la Seconde Guerre mondiale, en soutenant toujours un camp impérialiste contre un autre au lieu de les dénoncer tous ;

- face aux tentatives de la classe ouvrière de développer sa conscience et ses luttes, en la rabattant toujours derrière la gauche et les syndicats.

A ce stade de la discussion, LO ne voulant pas assumer plus avant la confrontation politique, a déclaré : *"puisque nous sommes bourgeois, on n'a plus rien à faire ici".*

Cette décision du militant de LO n'est nullement le résultat de pressions de notre part, mais de son choix propre et des pratiques de son organisation. En effet, une organisation du camp bourgeois ne peut tolérer la libre discussion au sein de la classe ouvrière (2) dans la mesure où elle a tout à redouter de la clarification politique et du rappel de certains faits historiques irréfutables. Pour notre part, soucieux de favoriser cette clarification en toutes circonstances, nous ne pouvons que regretter que

la discussion n'ait pu se poursuivre sur le fond, en réponse à nos arguments.

En particulier, il est fort dommage que, dans cette réunion publique, LO n'ait pas assumé jusqu'au bout son soutien au PC qu'il cherche à sauver et à dédouaner.

L'émissaire de LO est venu spécialement à une réunion publique du CCI non pas "avec un esprit polémique" mais pour nous demander de faire cause commune avec son organisation et tous ceux qui ont joué le rôle de bourreau du prolétariat, qui ont exterminé les révolutionnaires restés fidèles à l'internationalisme prolétarien, qui ont fait preuve du chauvinisme le plus répugnant à la fin de la seconde guerre mondiale en titrant à la une du journal L'Humanité : *"A chacun son boche !", "Vive la France éternelle !", "Plus forts les coups sur le boche chancelant !"*

Nous considérons tout à fait normal que LO vole aujourd'hui au secours de son grand frère stalinien. Mais qu'elle ait le culot de nous demander de l'épauler dans cette entreprise, au nom de l'unité de "l'extrême-gauche", relève d'un cynisme sans borne ou d'une pure stupidité. Les révolutionnaires ont toujours rejeté les politiques de front unique avec des organisations bourgeoises. Et LO n'est pas sans ignorer que le CCI a toujours dénoncé les trotskistes comme des ennemis de la classe ouvrière, comme le témoigne une fois encore cette intervention de LO à notre réunion publique en défense de la nature prolétarienne du PCF.

B.

### COURRIER DE LECTEUR

## A propos du double langage de LO

Nous publions ci-dessous le courrier d'un de nos lecteurs qui nous fait part de ses réflexions sur les positions de LO. Ce courrier illustre clairement le double langage de LO que notre organisation n'a de cesse de dénoncer.

*A Carmaux dans le Tarn..., une usine de carrelage a mis la clé sous la porte, le patron était d'origine italienne, c'est pour cette raison que la CGT et FO ont inscrit sur une banderole : "La mort du Carmausin à cause d'un Italien". C'est tendancieux, c'est nationaliste, voilà un exemple qui illustre ce que dit RI, à savoir que la gauche et ses syndicats sont les pires ennemis de la classe ouvrière. Dans un autre registre, lorsque j'étais à LO, on me disait de ne pas parler de citoyenneté car derrière ce slogan on englobe tout, ouvrier et bourgeois, ce qui par surcroît est vrai. Pourtant dans son journal, il y a quelques semaines, Arlette prononçait le mot citoyenneté dans une lettre adressée à Robert Hue (ci-dessous un extrait paru dans le journal de LO) : "Car, comme le rappelait Arlette Laguiller dans la lettre adressée à Robert Hue à propos de cette manifestation, on ne peut pas laisser aux monopoles financiers plus de pouvoirs et de possibilités d'intervention qu'aux citoyens, aux travailleurs et aux représentants qu'ils se choisissent."*

*J'ai discuté plus d'une heure avec un militant de LO de Toulouse. Comme il*

*est honnête, il a reconnu que LO a un double langage mais, a-t-il ajouté, c'est parce que nous ne voulons pas prêcher dans le désert. Il a reconnu aussi que, pour séduire les électeurs du PCF, LO mettait de l'eau dans son vin. Il a reconnu que lorsque LO parle "de l'Etat qui doit créer des emplois au lieu de subventionner à fonds perdus le patronat", c'est de l'Etat bourgeois dont il s'agit et il m'a expliqué qu'il préfère que "l'Etat bourgeois crée des emplois plutôt que d'en supprimer". Je constate que LO s'exprime comme si l'Etat n'était pas lié à la bourgeoisie, et donc susceptible d'être un recours contre le chômage qui frappe les ouvriers. La position de LO est d'une ambiguïté qui en dit long, si on regarde de près, sur la nature bourgeoise de cette organisation d'extrême-gauche du capital comme le dit si justement RI. Le militant de LO avec qui j'ai discuté m'a dit : "RI restera toujours une organisation stérile, qui prêchera toujours dans le désert."*

*Effectivement, RI ne met pas de l'eau dans son vin, RI n'utilise pas un double langage pour s'adresser aux travailleurs, RI ne pousse pas les ouvriers derrière les syndicats réformistes et si, à cause de tout cela, RI reste stérile, il a raison de le rester. Si être fertile, cela consiste à s'embourgeoiser, alors je dis vive la stérilité !*

*Sincères salutations communistes.*

A.

### À PARAÎTRE

## Fascisme et démocratie : deux expressions de la dictature du capitalisme

Selon la bourgeoisie, le fascisme constituerait une espèce "d'aberration historique", une manifestation des forces obscurantistes complètement étrangères au capitalisme et à son mode de vie "civilisé". Il serait à l'origine de la Seconde Guerre mondiale et c'est donc tout naturellement qu'elle lui fait endosser la responsabilité de la barbarie sans nom de ce conflit et de l'holocauste.

La réalité est toute autre. La propagande bourgeoise s'appuie sur les horreurs bien réelles du fascisme pour escamoter la responsabilité du "camp d'en face" dans les atrocités du deuxième conflit mondial. Ainsi, la nature de la Seconde Guerre mondiale, qui comme la première était un conflit impérialiste pour le repartage du monde, a-t-elle été travestie par les mensonges de la propagande bourgeoise qui lui ont donné

l'apparence d'un combat entre le "bien et le mal".

En mettant sous le boisseau les crimes des Alliés pendant ce conflit, la bourgeoisie cherche à innocenter le camp démocratique et à dédouaner le capitalisme de la barbarie sans nom dans laquelle ce système décadent plonge l'humanité depuis le début du siècle.

Le camp démocratique n'a, en vérité, rien à envier à celui du fascisme et aux horreurs des camps de concentration nazis, comme le révèle toute l'histoire de ce siècle. C'est ce que démontre notre brochure à paraître (disponible en décembre 1999 au prix de 30F) contenant, entre autres, des textes du mouvement ouvrier des années 20 et 30.

Pour toute commande, écrire à la B.P. de RI.

PUBLICATIONS DU CCI

Ecrire les adresses comme suit, sans nom de la publication :

ACCIONPROLETARIA

Apartado de Correos 258  
Valencia 46080 - ESPAGNE

INTERNATIONALISME

BP 1134, 1000 Bruxelles 1 -  
BELGIQUE

INTERNATIONALISM

P.O. Box 288 New York  
N.Y. 10018-0288 - U.S.A.

INTERNACIONALISMO

Apartado 20674 Caracas 1020-A -  
VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION

IR, Box 21106,  
10031 Stockholm - SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

WERELD REVOLUTIE

WR Postbus 165  
1960 AD Heemskerk- HOLLANDE

WORLD REVOLUTION

BM Box 869,  
London WC1N 3XX -  
GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION

Postfach 410308 50863 Köln  
ALLEMAGNE

WELTREVOLUTION

Postfach 2216  
CH-8026 Zürich SUISSE

REVOLUCION MUNDIAL

Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600  
Distrito Federal, Mexico MEXIQUE.

COMMUNIST INTERNATIONALIST

(publication en langue Hindi)

POB 25, NIT, Faridabad 121 00.  
HARYANA INDIA.

LE CCI SUR INTERNET

www.internationalism.org

RÉUNIONS PUBLIQUES

Dix ans après l'effondrement du bloc de l'Est  
L'avenir de l'humanité  
est entre les mains du prolétariat

LYON : le samedi 15 janvier à 15h  
C.C.O. 39, rue G. Courteline, Villeurbanne  
(bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).

MARSEILLE : le samedi 8 janvier de 15h  
à 18h.

Rendez-vous à partir de 14h45 à la sortie  
du M° Chartreux.

NANTES : le samedi 18 décembre à 15 h

Salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-  
Duchaffault (quartier Mellinet).

PARIS : le samedi 8 janvier à 16 h  
27, avenue de Choisy, M° Porte-de-  
Choisy.

TOULOUSE : le vendredi 7 janvier à  
20 h30.

Rendez-vous sur la place de l'église de  
la Fourquette, route de Seysses,  
Toulouse.

TOURS : le samedi 15 janvier à 15 h  
9, place de la Tranchée (en haut de l'av.  
de la Tranchée).

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE

(11 numéros du journal) : FRANCE : 100 F  
(15,3 E)- ETRANGER : 100 F (15,3 E)-  
PAR AVION : 120 F (18,3 E).

ABONNEMENT SIMPLE

(4 numéros de la Revue internationale) :  
FRANCE : 100 F (15,3 E)- ETRANGER :  
110 F (16,8 E)-  
PAR AVION : 120 F (18,3 E).

ABONNEMENT COUPLÉ

(journal + revue) : FRANCE :200 F (30,5 E)  
- ETRANGER : 210 F (32,6 E) - PAR  
AVION : 220 F (33,6 E).

ABONNEMENT DIFFUSEUR

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre  
presse autour d'eux, nous proposons les  
modalités suivantes :

-R/ : abonnement à 3 : 240 F (36,6 E), à 5 :  
400 F (61,1 E).

-Revue internationale : abonnement à  
2 : 170 F (26 E), à 3 : 250 F (38,2 E).

Ecrivez-nous pour mettre au point  
d'autres possibilités.

Versement par chèque bancaire  
ou postal à l'ordre de RI -  
CCP523544Y-Rouen, à adresser  
à la boîte postale de RI :

RI - Mail Boxes 153  
108, rue Damremont 75018 PARIS

SOUSCRIVEZ POUR SOUTENIR  
LA PRESSE DU CCI !

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi  
par des souscriptions. Nous avons ouvert une  
souscription permanente pour le soutien de no-  
tre journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises  
qui bénéficient de subventions de la classe  
dominante et de son Etat pour assurer la défense  
des intérêts du capital, l'organisation révolu-  
tionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses  
militants.

Lecteurs, votre souscription est un acte politi-  
que conscient de solidarité et de soutien à la  
défense des idées révolutionnaires. Elle parti-  
cipe pleinement de la défense des intérêts de la  
classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui  
faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans  
le combat contre les mensonges et mystifica-  
tions de la bourgeoisie, contre ses moyens de  
propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au  
compte de RI (C.C.P. 523544Y - Rouen) ou  
peuvent être versées lors de nos interventions.

Souscriptions du mois

D.(Rouen) : 300. B&P (Centre): 400.  
SB (Languedoc): 150. HN (Région parisienne): 100.  
Grenoble : permanences d'avril et octobre : Cat. : 200.  
Lille : permanence du 16 octobre : Keff: 20. Lyon :  
réunions publiques et permanences de juin à octobre :  
Jac.: 1250; B: 200; In: 100; Cat: 400; PP: 300;  
Isa: 300; D: 185.

Paris : Permanence du 23/10: AL: 157. Toulouse :  
Réunion publique du 25 septembre : Lu : 50; Ch :  
50; Ja : 50; Ro : 100; Am : 100. Fête de LO des 25 et  
26 sept : A : 50; Mo : 30; Cris : 45. Permanence du  
15 octobre : J : 35; D : 50; Ch : 50; Chr : 100; L :  
100; F : 5.

Total : 4877 F

QUELQUES LIBRAIRIES OÙ L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

ANGERS : Contact -  
rue Lepneveu

BESANCON : Les  
sandales d'Empédocle -  
95, Grande Rue.

BORDEAUX : Le  
Roi Lire - rue S\*-  
Catherine.

BREST : Maison de la  
Presse - 64, rue Jean-  
Jaurès.

CLERMONT-FD :  
Le Papyvire - 3, rue  
de l'Ente. Maison de la  
Presse - place de  
Jaude.

DIEPPE : Maison de  
la Presse - 102,  
Grande-Rue.

DUNKERQUE : Maison  
de la Presse - 34, rue  
Poincaré.

GRENOBLE : Le Sphinx  
- 6, rue Brocherie. L'Encre  
sympathique - 6, rue Saint-  
Laurent. Tabac-Journaux,  
passage du Jardin de Ville.

LAVAL : Point presse  
Centre C<sup>al</sup> La Mayenne.

LE HAVRE : Presse des  
Halles - 27, place des  
Halles-Centrales.

LILLE : Galerie- 57, rue  
de Béthune. Le Comte de  
Monte-Cristo -  
C.commercial V2  
Villeneuve-d'Ascq.

LYON : La Gryphe -  
5, rue Sébastien-Gryphe  
(7°). La Proue -15, rue  
Childebert (2°).

MARSEILLE : Odeur  
du Temps - 35, rue  
Pavillon (1°).

MARTIGUES :  
Librairie Bellevue - 5,  
Bd Degut.

MELUN : La Porte  
Ouvrte -19, rue du G<sup>al</sup>-  
de-Gaulle.

MONTAUBAN :  
Maison de la Presse -  
rue de la République.

MONTPELLIER :  
Librairie Sauramps-Le  
Triangle - Allée J-

Milhaud.

NANTES : Vent d'Ouest  
- 5, pl. du  
Bon-Pasteur.

NICE : Le Temps de  
Vivre - 50, bd de la  
Madeleine.

PARIS : L'Herbe Rouge -  
1 bis, rue d'Alésia (14°).  
La Brèche - 8, rue de  
Romainville (19°.  
M°Telegraphe). Le Point  
du jour - 58, rue Gay-  
Lussac (5°).

SAINT-ETIENNE :  
Librairie de Paris - rue  
Michel-Rondet.

(et bien d'autres...)

PERMANENCES,  
VENTES DE LA PRESSE

GRENOBLE

Permanence le samedi 4 décembre de 15 h à 17 h, Le  
Tonneau de Diogène, 6, place St-André, salle au fond du  
bar.

Vente de la presse le samedi 4 décembre de 11h à 12h à  
l'angle des rues de Bonne et Blanchard.

LILLE

Permanence le samedi 11 décembre à 14 h 30 à la MNE,  
23, rue Gosselet.

Vente de la presse le dimanche 12 décembre de 11h à 12h  
au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins à l'angle de la rue  
Jules Guesde ou de la rue du Marché.

LYON

Permanence le samedi 18 décembre de 15h à 18h au  
C.C.O., 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38,  
arrêt Antonins).

Vente de la presse au métro Saxe-Gambetta, le 3<sup>e</sup> vendredi  
du mois de 17 h à 18 h.

MARSEILLE

Permanence le samedi 11 décembre de 18h30 à 21h, au  
buffet Cafeteria de la gare St Charles et le samedi 8 janvier de  
18h30 à 21h (à la suite de la réunion publique ou rendez-vous  
à partir de 18h15 à la sortie du métro Chartreux).

Vente de la presse les samedis 11 décembre et 8 janvier de  
11h30 à 12h30, allée centrale du marché de la Plaine, face à  
la rue Rey et à la rue St Michel (13006).

NANTES

Permanence le samedi 18 décembre à 18h à la salle de la  
Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

PARIS

Permanence le samedi 11 décembre de 18h à 20h, au 27,  
avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.

Vente de la presse au marché d'Aligre (place d'Aligre, Paris  
12e, M°Ledru-Rollin), le 2<sup>e</sup> dimanche du mois, de 11h45 à  
13h.

ROUEN

Vente de la presse - le dimanche 5 décembre de 11 h à 12  
h, au marché le Clos St Marc (La Brocante).

TOULOUSE

Permanence le vendredi 17 décembre à partir de 18 h 30.  
Rendez-vous brasserie « Saint-Exupéry », avenue Saint-  
Exupéry (près du pont des Demoiselles).

Vente de la presse les dimanches 5 et 19 décembre de 10h30  
à 12h, au marché aux Puces (place St-Sernin), et le dimanche  
12 décembre de 11h à 12h30 au marché aux légumes  
(Jeanne-d'Arc.)

TOURS

Permanence le samedi 11 décembre à 17h et le samedi  
15 janvier à 18h, 9 place de la Tranchée (en haut de l'avenue  
de la Tranchée).

Vente de la presse le deuxième samedi du mois de 10h30 à  
11h30, au marché de St-Pierre-des-Corps, place de la Mairie.

Lisez la Revue  
Internationale

Courant Communiste International

4ème trimestre 1999

TIMOR, TCHETCHENIE  
Le capitalisme, synonyme de chaos  
et de barbarie

1989-1999

Le prolétariat mondial  
face à l'effondrement du bloc de l'Est  
et à la faillite du stalinisme

13<sup>e</sup> CONGRES DU CCI  
Rapport sur la lutte de classe

LE COMMUNISME N'EST PAS UN BEL IDÉAL,  
IL EST À L'ORDRE DU JOUR DE L'HISTOIRE, VII  
Comprendre la défaite de la révolution russe - 1.  
1918 : la révolution critique ses erreurs

REVOLUTION ALLEMANDE, XIII  
1923 (II). Une défaite qui signe la fin  
de la vague révolutionnaire mondiale

POLÉMIQUE AVEC LE BIPR  
La méthode marxiste et l'appel du CCI  
sur la guerre en ex-Yougoslavie

Revue  
Internationale

99

3 Euros- 20 FF- 100 FB- 5 FS

La Revue Internationale est maintenant distribuée  
par les NMPP, n'hésitez pas à la demander à votre  
librairie.

# MARXISME ET RELIGION

Un sympathisant du CCI et de la Gauche communiste en général nous interroge sur le fait que, de son propre aveu, il reste attaché à certaines formes d'idéologie religieuse et occultiste. Dans cet article, nous ne chercherons pas à développer de façon exhaustive cette question. Plus simplement, nous allons synthétiser l'approche

marxiste fondamentale afin d'aider à la réflexion du camarade dans la mesure où il est évident que la rupture avec l'idéologie religieuse et ses institutions est un préalable à une vision communiste authentique du monde.

Le point duquel il faut partir est le fondement social de la religion et du surnaturel. Tu dis toi-même que l'attachement à l'idéologie religieuse et occultiste ne peut être qu'un obstacle à ton évolution future en tant que révolutionnaire, et nous pensons effectivement qu'il n'y a rien à gagner à reporter cette discussion, même si nous savons qu'elle ne peut être résolue du jour au lendemain. Au cours de la discussion que nous avons eue avec toi, nous t'avons recommandé des textes de la *Revue*

*Internationale* sur Bakounine et la franc-maçonnerie, des oeuvres du mouvement ouvrier sur la religion comme *L'idéologie allemande*, *Socialisme utopique et socialisme scientifique* et *Le Manifeste du Parti communiste*. Cependant, bien que ta lettre affirme que tu "connais la position marxiste sur la religion et autres phénomènes apparentés", nous pensons qu'il vaut la peine de ré-exposer certaines de ses données essentielles afin de stimuler ta réflexion.

## L'opium du peuple

Pour les marxistes, la conception matérialiste de l'histoire représente le point de départ. La théorie marxiste n'est pas basée sur des postulats, des hypothèses spéculatives, mais fondamentalement sur l'expérience historique de la classe ouvrière. Elle repose sur le renversement des idées philosophiques et religieuses et, en tant que démarche matérialiste, est au cœur du développement de la conscience de classe du prolétariat. Le but de la lutte de la classe ouvrière, c'est la destruction de la société qui a donné naissance à tous les modes de pensée religieux et aliénés. La religion, comme puissance sociale spécifique, est un produit de la société de classe et comme telle, a toujours été au service des différentes classes dominantes exploiteuses. Aussi, il ne peut y avoir aucune ambiguïté : par religion, nous faisons référence non seulement aux institutions religieuses, églises, mosquées ou synagogues, mais également à toute l'idéologie religieuse. Les idées religieuses sont tout aussi nuisibles quand elles sont adoptées "volontairement" ou imposées de force. Comme Marx le dit de Luther dans la *Critique de la philosophie du droit de Hegel* : "Il détruisit la foi en l'autorité mais seulement pour restaurer l'autorité de la foi." (notre traduction)

C'est dans cette œuvre que Marx expose ses plus fameux passages sur la religion, affirmant : "*La misère religieuse est tout à la fois l'expression de la misère réelle et la protestation contre la misère réelle. La religion est le soupir de la créature tourmentée, l'âme d'un monde sans cœur... Elle est l'opium du peuple.*" Bien que cela fût écrit avant l'œuvre majeure que représente *Le Manifeste du Parti communiste*, des éléments essentiels y sont contenus sur lesquels les marxistes se sont appuyés

par la suite. La religion existe du fait de la misère matérielle dans le monde mais elle ne peut servir qu'à ceux qui ont intérêt à la perpétuation de l'exploitation et de cette misère. Néanmoins, contrairement aux anarchistes, les marxistes n'ont pas mis toute leur énergie à monter des campagnes athées provocatrices mais bien plutôt se sont impliqués dans les luttes de la classe ouvrière, la seule force qui peut détruire le capitalisme. De par la sensibilité particulière expliquant les raisons de la croyance religieuse, les marxistes ont évité d'en faire la cible principale de leur intervention. Comme il est dit dans l'*ABC du Communisme* (voir notre article sur le programme du parti communiste russe dans la *Revue Internationale* 95) "*une telle méthode ne peut que mener au renforcement du fanatisme religieux*".

Mais, tandis que le mouvement marxiste se concentrait sur les questions politiques centrales auxquelles la classe ouvrière devait faire face, il ne s'est pas pour autant désintéressé d'une critique matérialiste militante de la religion. Les *Thèses sur Feuerbach* de Marx insistent sur le fait que "le sentiment religieux"...est un produit social...". Le *Manifeste du Parti communiste* souligne que la religion est une des conséquences des sociétés marquées par les antagonismes de classe. Dans la *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, Marx parle de la "liberté de conscience" qui "n'est rien de plus que la tolérance de toutes les sortes possibles de liberté de conscience religieuse" tandis que le but du prolétariat est "de libérer les consciences de la fantasmagorie religieuse". Partout dans le mouvement marxiste du 19e siècle, les révolutionnaires ont reconnu les institutions religieuses et l'idéologie

comme étant au service de la classe dominante.

Cette critique, basée sur l'expérience de la classe ouvrière, s'est poursuivie tout au long du 20e siècle. Lénine a écrit deux textes-clé : *Attitude du parti ouvrier envers la religion* (1909) et *Sur la signification du matérialisme militant* (1922). Dans le premier, Lénine écrit : "Rappelons-nous que tout l'Anti-Düring d'Engels...est un réquisitoire contre le matérialiste et athée Düring parce qu'il n'est pas un matérialiste conséquent et parce qu'il laisse des portes d'entrée à la religion et la philosophie religieuse. Rappelons-nous que dans son essai sur Ludwig Feuerbach, Engels reproche à Feuerbach de combattre la religion non pour la détruire mais pour la rénover, pour créer une nouvelle religion "exaltante", etc. La religion est l'opium du peuple - cette maxime de Marx est la pierre angulaire de toute la conception marxiste sur la religion. Le marxisme a toujours considéré toutes les religions modernes et les églises, toutes les organisations religieuses comme des instruments de la réaction bourgeoise et ne servant qu'à brouiller les idées de la classe ouvrière" (notre traduction). Lénine montre que le combat contre la religion n'est pas la tâche principale des révolutionnaires - bien qu'il soit essentiel de montrer la base sociale de la religion et la nature de classe de l'église, etc. - parce que la priorité est la lutte de classe, qui, avec l'intervention des révolutionnaires, est le socle le plus efficace pour le développement de la conscience de classe.

Dans *Matérialisme militant*, Lénine revient sur la même question en insistant sur l'importance de démontrer "comment les intérêts de classe et les organisations de classe de la bourgeoisie moderne sont liés aux organismes des institutions religieuses et à la propagande religieuse". Comme Marx avant lui, il montre que "la démocratie moderne... n'est rien d'autre que la liberté de prêcher, notamment les idées les plus réactionnaires, la religion, l'obscurantisme, la défense des exploités, etc." (notre traduction) Pour le mouvement marxiste l'obscurantisme est automatiquement lié à la défense des exploités.

L'héritage du mouvement ouvrier concernant la religion est riche, non seulement quant à l'identification de sa base sociale mais aussi en donnant une perspective. Dans l'*ABC du Communisme*,

la section sur la religion montre comment, dans la société communiste, la perspective au centre de l'activité humaine est à la conscience plutôt qu'au mystère. "*Le simple fait de l'organisation et du renforcement du système socialiste, donnera à la religion un coup de grâce irrémédiable. La transition du socialisme au communisme, la transition de la société qui met fin au capitalisme à la société qui est totalement libérée de toute trace de division de classes et de lutte de classes, amènera à la mort naturelle de toute religion et de toute superstition.*" (notre traduction)

Ailleurs, Trotsky (dans *Brailsford et Marxisme* - 1926) met en avant des éléments similaires. En 1902, il avait été le témoin d'un discours révolutionnaire suivi par un hymne chanté. "*Quel rôle joue un psaume, me demandais-je, par rapport à un discours révolutionnaire ? Celui d'une soupape de*

*sûreté. Les vapeurs concentrées du mécontentement jaillissaient de dessous le dôme de l'Eglise et s'élevaient vers le ciel. C'est la fonction élémentaire de l'Eglise dans la société de classe.*" Mais Trotsky offre aussi une perspective : "*La révolution amènera un processus de vérification basé sur des faits inexorables qui pénétreront au plus profond des consciences où les préjugés religieux hérités se cachent. Notre tâche est d'aider à cette opération de nettoyage et non de la bloquer.*"

Voilà donc quelques éléments tirés de l'histoire du mouvement ouvrier. Ce ne sont pas des axiomes pour le simple plaisir d'ergoter. Ce sont des contributions militantes de révolutionnaires qui ont su identifier les fondements sociaux de la religion, les exposer et les mettre à la discussion au sein de la classe ouvrière, en tant que partie essentielle de la lutte pour la conscience de classe.

## Le regain de l'irrationnel dans la décomposition du capitalisme

Cette lutte continue même si, au sein de la société capitaliste décadente, certains aspects de la situation ont changé. Dans la brochure du CCI *La Décadence du capitalisme*, nous déclinons un certain nombre de caractéristiques de la décadence des modes de production. En particulier, nous développons un point sur la "décomposition des formes idéologiques" qui s'accroît dans les périodes de décadence : "*Les philosophies et religions expriment un pessimisme croissant, la confiance dans l'humanité cède le pas au fatalisme et à l'obscurantisme.*"

Les textes qui composent la brochure sur la décadence ont été écrits au début des années 1970. Les développements sur "*Le bouleversement des formes idéologiques*" apparaissent dans la *Revue Internationale* n°58. Avec le surgissement de la période de décomposition, nous avons publié un texte en 1990 intitulé "*La décomposition, phase ultime de la décadence*" (*Revue Internationale* n°62) montrant ce que des décennies d'un système décadent avait engendré. Outre la corruption, le terrorisme, la criminalité, l'insécurité, le nihilisme, le désespoir, la toxicomanie, etc., nous mettons en avant que "*la profusion des sectes, le regain de l'esprit religieux, y compris dans certains*

*pays avancés, le rejet d'une pensée rationnelle, cohérente, construite, y inclus de la part de certains milieux 'scientifiques' et la façon dont 'toutes ces manifestations de la putréfaction sociale qui, aujourd'hui, à une échelle inconnue dans l'histoire, envahissent tous les pores de la société humaine, ne savent exprimer qu'une chose : non seulement la dislocation de la société bourgeoise, mais encore l'anéantissement de tout principe de vie collective au sein d'une société qui se trouve privée du moindre projet, de la moindre perspective, même à court terme.*"

Nous avons fait référence à l'article sur la franc-maçonnerie dans la *Revue Internationale* n°87. Dans le contexte de la décomposition, il est important de rappeler que "*le développement de sectes occultes et de regroupements ésotériques dans les dernières années n'est pas seulement l'expression du désespoir et de l'hystérie de la petite-bourgeoisie face à la situation historique mais est encouragé et organisé par l'Etat. Le rôle de ces sectes dans les rivalités impérialistes est connu (cf. l'utilisation de l'Eglise de Scientologie par la bourgeoisie américaine contre l'Allemagne). Mais tout ce mouvement 'ésotérique' fait également partie de l'attaque idéologique de la bourgeoisie*" (SUITE PAGE 3)

## NOS POSITIONS

\* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

\* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

\* Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

\* Depuis le début du 20e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe

ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

\* Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

\* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

\* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front anti-fasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

\* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

\* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

\* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

\* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

\* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

\* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'« organiser la classe ouvrière », ni de « prendre le pouvoir »

en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

## NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

## NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la *Ligue des Communistes* de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'*Association Internationale des Travailleurs*, 1864-72, l'*Internationale Socialiste*, 1884-1914, l'*Internationale Communiste*, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III<sup>e</sup> Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.